

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 42

5 janvier 2012

### SOMMAIRE

Bauvalto S.A. ....	2015	Michael Sperber Technische Gebäudeaus- rüstung GmbH & Co. KG .....	1990
Biotoscana Seamar Family Luxco S.à r.l. .....	1974	Michele Muzi Sàrl .....	2013
Helium S.à r.l. ....	2011	M.I.T. ....	1981
Ikano Funds .....	1997	M&L Translation S.à r.l. ....	1989
LG Property SA .....	1971	M <sup>2</sup> Marketing S.à r.l. ....	1981
Luxico S. à r.l. ....	1970	Mobility Media Agency S.à r.l. ....	2013
Luxmani S.A. ....	1970	Moise S.A. ....	2013
Luxmani S.A. ....	1970	Monderer Design S.A. ....	2012
Luxmani S.A. ....	1981	Montrachet S.A. ....	2014
Luxmani S.A. ....	1971	MOOR PARK MB 18 Kiel-Umspannwerk S.à r.l. ....	2014
Luxnel S.à r.l. ....	1981	Morningstar Luxembourg S.à r.l. ....	2014
Mainbeach S.A. ....	1990	MosCo Luxembourg .....	1990
Maisons Loginter s.à r.l. ....	1990	Motech S.à r.l. ....	2014
Majerus-Parmentier Constructions Sàrl .....	1970	Mourylux .....	2015
Malleza S.A. ....	1990	Multi Snack S.à r.l. ....	2015
Mantera S.A., SPF .....	1995	Muric et Fils S.à r.l. ....	2016
Manter S.à r.l. ....	1991	MYJG S.A. ....	2016
Mapfre Warranty S.A. ....	1970	MYJG S.A. ....	2016
MB Lux S.A. ....	1995	Nagatino Property S.à r.l. ....	2014
MD Evolution S.A. ....	1971	Net Engineering Sàrl .....	2016
MDG Lux Batiservices S.A. ....	1996	Observe HoldCo S.à r.l. ....	2015
Mecsa S.A. ....	1996	Pecharmant S.A. ....	1997
Mecsa S.A. ....	1996	Proja Holding Sàrl .....	1995
Mediator S.A. ....	2010	RMB Managed Funds SICAV-SIF .....	2012
Mediator S.A. ....	2011	RMB MultiManager SICAV-SIF .....	2010
Mediator S.A. ....	1996	Rogo S.A. ....	2013
Medicover Holding S.A. ....	2011	Vendax S. à r.l. ....	2016
Menelaus S.A., SPF .....	2012	Wood Trader Exchange S.à r.l. ....	1997
Meteo & Geo Consulting Sàrl .....	1991	Wyeth Whitehall Sà r.l. ....	1992
Metropol International S.à r.l. ....	2012	Yoplait BrandCo Holding S.à r.l. ....	1982
Michael Sperber GmbH & Co.KG .....	1989		

**Majerus-Parmentier Constructions Sarl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9980 Wilwerdange, 36, Wämperweeg.  
R.C.S. Luxembourg B 150.200.

—  
*Décision de l'associé*

L'associé unique de la société à responsabilité limitée Majerus-Parmentier Constructions S.à r.l. avec siège social à L-9980 Wilwerdange, 45c Route de Weiswampach, décide de transférer l'adresse du siège social de la société à l'adresse suivante:

Nouvelle adresse du siège social:

MAJERUS-PARMENTIER CONSTRUCTIONS SARL, 36, Wämperweeg, L-9980 Wilwerdange.  
Wilwerdange, le 23 novembre 2011.

MAJERUS Jean-Luc.

Référence de publication: 2011164712/14.

(110190639) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

---

**Luxico S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9237 Diekirch, 3, place Guillaume.  
R.C.S. Luxembourg B 92.252.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011164692/10.

(110190653) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

---

**Mapfre Warranty S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 57, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg B 48.779.

—  
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 17 novembre 2011 que Monsieur Gregorio RODRIGUEZ SANTOS, demeurant professionnellement à E-28020 Madrid, C/Sor Angela de la Cruz, 6, Planta 11, remplace l'administrateur démissionnaire Monsieur Alfredo MUNOZ PEREZ, demeurant à E-04830 Madrid, C. Fernandez de los Rios, jusqu'à l'assemblée générale annuelle à tenir en 2014.

Luxembourg, le 30 novembre 2011.

Référence de publication: 2011164717/13.

(110190960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

---

**Luxmani S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.  
R.C.S. Luxembourg B 69.697.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011164693/9.

(110190543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

---

**Luxmani S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.  
R.C.S. Luxembourg B 69.697.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011164694/9.

(110190544) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

---

**Luxmani S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

R.C.S. Luxembourg B 69.697.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011164695/9.

(110190545) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.**MD Evolution S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 121.117.

**CLÔTURE DE LIQUIDATION***Extrait*

Il résulte d'un acte d'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (clôture de liquidation) de la société «MD Evolution S.A.», reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 4 novembre 2011, enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 10 novembre 2011. Relation: EAC/2011/14928.

- que la société «MD Evolution S.A.» (la «Société»), société anonyme, établie et ayant son siège social au 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 121 117,

constituée suivant acte notarié du 30 octobre 2006, publié au Mémorial C numéro 2338 du 14 décembre 2006; les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte notarié du 16 novembre 2006, publié au Mémorial C numéro 65 du 27 janvier 2007,

se trouve à partir de la date du 4 novembre 2011 définitivement liquidée,

l'assemblée générale extraordinaire prémentionnée faisant suite à celle du 11 juillet 2011 aux termes de laquelle la Société a été dissoute anticipativement et mise en liquidation avec nomination d'un liquidateur, en conformité avec les article 141 et suivants de la Loi du 10 août 1915.

concernant les sociétés commerciales, telle qu'amendée, relatifs à la liquidation des sociétés.

- que les livres et documents sociaux de la Société dissoute seront conservés pendant le délai légal (5 ans) au siège social de FIDALUX S.A., 23 Val Fleuri, L-1526 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 2 décembre 2011.

Référence de publication: 2011166206/27.

(110192338) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2011.

**LG Property SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-3895 Foetz, 10, rue de l'Avenir.

R.C.S. Luxembourg B 164.938.

**STATUTS**

L'an deux mille onze, le treize octobre.

Par-devant Maître Frank MOLITOR, notaire de résidence à Dudelange, soussigné.

A comparu:

Thierry GIACOMETTI, salarié, né à Luxembourg le 20 janvier 1982, demeurant à L-3520 Dudelange, 17, rue St Martin.

Le comparant a requis le notaire de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est constitué par les présentes une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et en particulier la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et par la loi du 25 août 2006 ainsi que par les présents statuts dénommée: LG Property SA.

**Art. 2.** La société est constituée pour une durée illimitée à compter de ce jour. Elle peut-être dissoute anticipativement par une décision des actionnaires délibérant dans les conditions requises pour un changement des statuts.

**Art. 3.** Le siège de la société est établi dans la commune de Mondernange.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social feront obstacle à l'activité normale de la société à son siège ou seront imminents, le siège social pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration respectivement de l'administrateur unique dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg et même à l'étranger, et ce jusqu'à la disparition desdits événements.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg, au moyen d'une résolution de l'actionnaire unique ou en cas de pluralité d'actionnaires, au moyen d'une résolution de l'assemblée générale des actionnaires.

Le conseil d'administration respectivement l'administrateur unique aura le droit d'instituer des bureaux, centres administratifs, agences et succursales partout, selon qu'il appartiendra, aussi bien dans le Grand-Duché qu'à l'étranger.

**Art. 4.** La société a pour objet la promotion immobilière ainsi que toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

**Art. 5.** Le capital souscrit est fixé à trente-et-un mille cinq cents (31.500.-) euros, représenté par cent (100) actions de trois cent quinze (315.-) euros chacune, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales.

Toutes les actions sont, au choix de l'actionnaire, nominatives ou au porteur.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de deux ou plusieurs actions.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.

**Art. 6.** En cas de pluralité d'actionnaires, la société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Si la société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société a seulement un actionnaire restant, la composition du conseil d'administration pourra être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs ou l'administrateur unique seront élus par l'assemblée des actionnaires pour un terme qui ne peut excéder six ans et toujours révocables par elle.

**Art. 7.** Le conseil d'administration ou l'administrateur unique est investi des, pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et faire tous les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social, et tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par les présents statuts ou par la loi, est de sa compétence. Il peut notamment compromettre, transiger, consentir tous désistements et mainlevées, avec ou sans paiement.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique est autorisé à procéder au versement d'acomptes sur dividendes aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique peut déléguer tout ou partie de la gestion journalière des affaires de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et/ou agents, associés ou non-associés.

La société se trouve engagée, en cas d'administrateur unique, par la signature individuelle de cet administrateur et en cas de pluralité d'administrateurs, soit par la signature collective de deux administrateurs, dont obligatoirement celle de l'administrateur-délégué, soit, pour les actes relevant de la gestion journalière, par la signature individuelle de la personne à ce déléguée par le conseil

**Art. 8.** La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six années.

**Art. 9.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

**Art. 10.** L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le troisième mardi du mois de mai à 15.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant.

S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire Unique assure tous les pouvoirs conférés par l'assemblée des actionnaires et prend les décisions par écrit.

**Art. 11.** L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé ne soit réduit.

**Art. 12.** Pour tous les points non réglés aux présents statuts, les parties se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 et aux lois modificatives.

### *Souscription*

Le capital social a été souscrit par Thierry GIACOMETTI, salarié, né à Luxembourg, le 20 janvier 1982, demeurant à L-3895 Foetz, 10, rue de l'Avenir.

Toutes les actions ainsi souscrites ont été libérées par des versements en numéraire à concurrence de cent pour cent de sorte que la somme de trente-et-un mille (31.000.-) euros se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

### *Déclaration*

Le notaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

### *Évaluation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société, ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille cent cinquante (1.150.-) euros.

### *Dispositions transitoires*

- 1) Le premier exercice social commence aujourd'hui pour finir le 31 décembre 2011.
- 2) La première assemblée générale ordinaire aura lieu en 2012.

### *Assemblée générale extraordinaire*

Et à l'instant le comparant, ès-qualités qu'il agit, représentant l'intégralité du capital social, s'est réuni en assemblée générale extraordinaire, à laquelle il se reconnaît dûment convoqué et a pris les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

Le nombre des administrateurs est fixé à un (1) et celui des commissaires à un (1).

Est nommé aux fonctions d'administrateur unique:

Thierry GIACOMETTI, salarié, né à Luxembourg le 20 janvier 1982, demeurant à L-3895 Foetz, 10, rue de l'Avenir.

#### *Deuxième résolution*

Est nommé commissaire aux comptes:

CABINET COMPTABLE ET FISCAL DU SUD S.A., inscrite au registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 56 464, avec siège social à L-4081 Esch/Alzette, 37, Rue Dicks.

#### *Troisième résolution*

Le mandat de l'administrateur unique et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social 2015.

#### *Quatrième résolution*

L'adresse de la société est fixée à L-3895 Foetz, 10, rue de l'Avenir.

#### *Cinquième résolution*

Le conseil d'administration est autorisé, conformément à l'article 60 de la loi sur les sociétés et de l'article 7 des présents statuts, à désigner un administrateur-délégué avec tous pouvoirs pour engager la société par sa seule signature pour les opérations de la gestion journalière.

### *Déclaration*

L'actionnaire déclare, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le bénéficiaire réel de la société faisant l'objet des présentes et certifie que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Dont acte, fait et passé à Dudelange, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: Giacometti et Molitor.

Enregistré à ESCH-SUR-ALZETTE A.C., le 24 octobre 2011 Relation EAC/2011/14056. Reçu soixante quinze euros 75.-

Le Receveur (signé): Santioni.

Pour EXPEDITION CONFORME délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce:

Dudelange, le 28 OCT. 2011.

Frank MOLITOR.

Référence de publication: 2011164680/123.

(110190729) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

**Biotoscana Seamar Family Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 163.002.

In the year two thousand and eleven, on the third of November.

Before the undersigned, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

- Mr Ricardo Telmo Munoz Ridau, economist, born on 9 June 1957 in San Pablo (Narino), Colombia, residing at Carrera 13 # 85-39, Bogotá, Colombia, here represented by Mrs Linda HARROCH, maître en droit, with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Bogota, Colombia, on 2 November 2011;

- Mr Carlos Adolfo Munoz Ridau, Business Administration Carrera, born on 25 March 1959 in Popayán, Colombia, residing at 13 # 85-39 Bogotá, Colombia, here represented by Mrs Linda HARROCH, previously named, by virtue of a proxy, given in Bogota, Colombia, on 2 November 2011;

- Mrs Julia Beatriz Munoz Ridau, engineer, born on 26 July 1963 in Bogotá, Colombia, residing at Carrera 13 # 85-39, Bogotá, Colombia, here represented by Mrs Linda HARROCH, previously named, by virtue of a proxy, given in Bogota, Colombia, on 2 November 2011.

The said proxies, signed “ne varietur” by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties are the shareholders of “Biotoscana Seamar Family Luxco S.à r.l.” (hereinafter the “Company”), a société à responsabilité limitée, governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 163.002, incorporated pursuant to a notarial deed dated 17 August 2011, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (the “Mémorial C”) dated 20 October 2011 (number 2541, page 121934).

The appearing parties representing the whole corporate capital require the notary to act the following resolutions:

*First resolution*

The shareholders decide to increase the share capital of the Company by an amount of thirty thousand US Dollars (USD 30,000.-), so as to raise it from its present amount of twenty thousand US Dollars (USD 20,000.-) up to fifty thousand US Dollars (USD 50,000.-) by the issue of thirty thousand (30.000) new shares, having a par value of one US Dollar (USD 1.-) each and having the same rights and obligations as set out in the Company’s articles of incorporation, to be paid up by a contribution in kind consisting in several claim held by each shareholder, prenamed, for a global amount of thirty thousand US Dollars (USD 30,000.-).

The aggregate contribution in kind of thirty thousand US Dollars (USD 30,000.-) is entirely allocated to the Company’s share capital.

*Subscription*

Mr Ricardo Telmo Munoz Ridau, prenamed, has declared to subscribe for thirteen thousand five hundred (13,500) new shares, and to pay them a total price of thirteen thousand five hundred US Dollars (USD 13,500.-) by a contribution in kind consisting in a claim held against the Company for the same amount;

Mr Carlos Adolfo Munoz Ridau, prenamed, has declared to subscribe for thirteen thousand five hundred (13,500) new shares, and to pay them a total price of thirteen thousand five hundred US Dollars (USD 13,500.-) by a contribution in kind consisting in a claim held against the Company for the same amount; and

Mrs Julia Beatriz Munoz Ridau, prenamed, has declared to subscribe for three thousand (3,000) new shares, and to pay them a total price of three thousand US Dollars (USD 3,000.-) by a contribution in kind consisting in a claim held against the Company for the same amount.

The above contributions in kind have been dealt with in a statement issued by the management of the Company.

*Second resolution*

The shareholders decide to create ten (10) classes of shares referred to as (i) the class A shares (the “Class A Shares”), (ii) the class B shares (the “Class B Shares”), (iii) the class C shares (the “Class C Shares”), (iv) the class D shares (the “Class D Shares”), (v) the class E shares (the “Class E Shares”), (vi) the class F shares (the “Class F Shares”), (vii) the class



G shares (the “Class G Shares”), (viii) the class H shares (the “Class H Shares”), (ix) the class I shares (the “Class I Shares”) and (x) the class J shares (the “Class J Shares”).

#### *Third resolution*

The shareholders decide to convert the existing fifty thousand (50,000) shares into (i) five thousand (5,000) Class A Shares, (ii) five thousand (5,000) Class B Shares, (iii) five thousand (5,000) Class C Shares, (iv) five thousand (5,000) Class D Shares, (v) five thousand (5,000) Class E Shares, (vi) five thousand (5,000) Class F Shares, (vii) five thousand (5,000) Class G Shares, (viii) five thousand (5,000) Class H Shares, (ix) five thousand (5,000) Class I Shares, and (x) five thousand (5,000) Class J Shares.

As a consequence of the above, the shares will be owned as follows:

(i) Ricardo Telmo Munoz Ridau, prenamed, is the owner of twenty-two thousand and five hundred (22,500) shares divided into (i) two thousand two hundred and fifty (2,250) Class A Shares, (ii) two thousand two hundred and fifty (2,250) Class B Shares, (iii) two thousand two hundred and fifty (2,250) Class C Shares, (iv) two thousand two hundred and fifty (2,250) Class D Shares, (v) two thousand two hundred and fifty (2,250) Class E Shares, (vi) two thousand two hundred and fifty (2,250) Class F Shares, (vii) two thousand two hundred and fifty (2,250) Class G Shares, (viii) two thousand two hundred and fifty (2,250) Class H Shares, (ix) two thousand two hundred and fifty (2,250) Class I Shares, and (x) two thousand two hundred and fifty (2,250) Class J Shares;

(ii) Carlos Adolfo Munoz Ridau, prenamed, is the owner twenty-two thousand and five hundred (22,500) shares divided into (i) two thousand two hundred and fifty (2,250) Class A Shares, (ii) two thousand two hundred and fifty (2,250) Class B Shares, (iii) two thousand two hundred and fifty (2,250) Class C Shares, (iv) two thousand two hundred and fifty (2,250) Class D Shares, (v) two thousand two hundred and fifty (2,250) Class E Shares, (vi) two thousand two hundred and fifty (2,250) Class F Shares, (vii) two thousand two hundred and fifty (2,250) Class G Shares, (viii) two thousand two hundred and fifty (2,250) Class H Shares, (ix) two thousand two hundred and fifty (2,250) Class I Shares, and (x) two thousand two hundred and fifty (2,250) Class J Shares; and

(iii) Julia Beatriz Munoz Ridau, prenamed is the owner of five thousand (5,000) shares divided into (i) five hundred (500) Class A Shares, (ii) five hundred (500) Class B Shares, (iii) five hundred (500) Class C Shares, (iv) five hundred (500) Class D Shares, (v) five hundred (500) Class E Shares, (vi) five hundred (500) Class F Shares, (vii) five hundred (500) Class G Shares, (viii) five hundred (500) Class H Shares, (ix) five hundred (500) Class I Shares, and (x) five hundred (500) Class J Shares.

#### *Fourth resolution*

The shareholders decide to restate article 5 of the Company’s articles of incorporation, which shall be read as follows:

“ **5.1.** The Company’s share capital is set at fifty thousand US Dollars (USD 50,000.-) represented by fifty thousand (50,000) shares of one US dollar (USD 1.-) each, divided into (i) five thousand (5,000) class A shares (the “Class A Shares”), (ii) five thousand (5,000) class B shares (the “Class B Shares”), (iii) five thousand (5,000) class C shares (the “Class C Shares”), (iv) five thousand (5,000) class D shares (the “Class D Shares”), (v) five thousand (5,000) class E shares (the “Class E Shares”), (vi) five thousand (5,000) class F shares (the “Class F Shares”), (vii) five thousand (5,000) class G shares (the “Class G Shares”), (viii) five thousand (5,000) class H shares (the “Class H Shares”), (ix) five thousand (5,000) class I shares (the “Class I Shares”), (x) five thousand (5,000) class J shares (the “Class J Shares” and all together referred to as the “Shares”), each having such rights and obligations as set out in these Articles. In these Articles, “Shareholders” means the holders at the relevant time of the Shares and “Shareholder” shall be construed accordingly.

**5.2.** The Company may establish a share premium account (the “Share Premium Account”) into which any premium paid on any Share is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the Shareholder(s) subject to the 1915 Law and these Articles.

**5.3.** The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Shareholder(s) subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision need not allocate any amount contributed to the contributor.

**5.4.** The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

**5.5.** The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of Shares (except from the Class A Shares) including by the cancellation of one or more entire Classes of Shares through the repurchase and cancellation of all the Shares in issue in such Class(es). In the case of repurchases and cancellations of classes of Shares such cancellations and repurchases of Shares shall be made in the reverse alphabetical order (starting with Class J).

**5.6.** The company may redeem its own Shares subject to the conditions of the applicable law and in the following order of priority: (i) no class B shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any class C shares outstanding, (ii) no class C shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any class D shares outstanding, (iii) no class D shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any class E shares

outstanding, (iv) no class E shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any class F shares outstanding, (v) no class F shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any class G shares outstanding, (vi) no class G shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any class H shares outstanding, (vii) no class H shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any class I shares outstanding, (viii) no class I shares may be redeemed if the Company has at the time of the redemption any class J shares outstanding.

**5.7.** In the event of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of a Class of Shares (in the order provided for in article 6.3), such Class of Shares gives right to the holders thereof pro rata to their holding in such class to the Available Amount (with the limitation however to the Total Cancellation Amount as determined by the general meeting of shareholders) and the holders of Shares of the repurchased and cancelled Class of Shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each Share of the relevant Class held by them and cancelled.

5.7.1 The Cancellation Value Per Share shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of Shares in issue in the Class of Shares to be repurchased and cancelled.

5.7.2 The Total Cancellation Amount shall be an amount determined by the board of managers and approved by the general meeting of the shareholders on the basis of the relevant Interim Accounts. The Total Cancellation Amount for each of the Classes J, I, H, G, F, E, D, C and B shall be the Available Amount of the relevant Class at the time of the cancellation of the relevant class unless otherwise resolved by the general meeting of the shareholders in the manner provided for an amendment of the Articles provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.

5.7.3 Upon the repurchase and cancellation of the Shares of the relevant Class, the Cancellation Value Per Share will become due and payable by the Company.”

#### *Fifth resolution*

The shareholders decide to restate articles 15, 16 and insert a new article as article 17 of the Company’s articles of incorporation (the existing article 17 becoming article 18), which shall be read as follows:

#### **“ 15. Distributions on Shares.**

15.1 From the net profits of the Company determined in accordance with Luxembourg Law, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company’s nominal capital.

15.2 Subject to the provisions of Luxembourg Law and the Articles, the Company may by resolution of the Shareholders declare dividends in accordance with the respective rights of the Shareholders.

15.3 The Sole Manager or the Board of Managers as appropriate may decide to pay interim dividends to the Shareholder (s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the 1915 Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the relevant Shareholder(s).

15.4 In the event of a dividend declaration, such dividend shall be allocated and paid as follows:

15.4.1 an amount equal to 0.25% of the nominal value of each Share shall be distributed equally to all shareholders pro rata to their shares regardless of class, then

15.4.2 the balance of the total Available Amount shall be allocated in its entirety to the holders of the last class in the reverse alphabetical order (i.e. first Class J shares, then if no Class J shares are in existence, Class I shares and in such continuation until only Class B shares are in existence).

#### **16. Dissolution and Liquidation.**

16.1 The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders’ meeting in accordance with Luxembourg Law and Article 13. If at the time the Company has only one Shareholder, that Shareholder may, at its option, resolve to liquidate the Company by assuming personally all the assets and liabilities, known or unknown, of the Company.

16.2 After payment of all debts and any charges against the Company and of the expenses of the liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholders in conformity with and so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set for dividend distributions as set out under article 15.4.

#### **17. Definition.**

Available Amount: means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) to the extend the shareholder would have been entitled to dividend distributions according to Art. 15 of the by-laws, increased by (i) any freely distributable reserves and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Shares to be cancelled but reduced by (i) any losses (included carried forward



losses) and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Whereby:

AA = Available Amount

NP = net profits (including carried forward profits)

P = any freely distributable reserves

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Shares to be cancelled

L = losses (including carried forward losses)

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles.

Interim Accounts means the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date.

Interim Account Date means the date no earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant Class of Shares."

#### *Costs and Expenses*

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to one thousand five hundred Euro.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

#### **Suit la traduction en français du texte qui précède:**

L'an deux mille onze, le trois novembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire résidant à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

- Monsieur Ricardo Telmo Munoz Ridau, économiste, né le 9 juin 1957 à San Pablo (Narino), Colombie, demeurant à Carrera 13 # 85-39, Bogotá, Colombie, ici représenté par Madame Linda HARROCH, maître en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Bogota, Colombie, le 2 novembre 2011;

- Monsieur Carlos Adolfo Munoz Ridau, Business Administration Carrera, né le 25 mars 1959 à Popayán, Colombie, demeurant au 13 # 8539 Bogotá, Colombie, ici représenté par Madame Linda HARROCH, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Bogota, Colombie, le 2 novembre 2011; et

- Madame Julia Beatriz Munoz Ridau, ingénieur, née le 26 juillet 1963 à Bogotá, Colombie, demeurant à Carrera 13 # 85-39, Bogotá, Colombie, ici représentée par Madame Linda HARROCH, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Bogota, Colombie, le 2 novembre 2011.

Les procurations, signées ne varietur par le mandataire du comparant et par le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquelles parties comparantes sont les associés de «Biotoscana Seamar Family Luxco S.à r.l.» (ci après la «Société»), une société à responsabilité limitée régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 40, avenue Monterey, L-2163, Luxembourg Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 163.002, constituée suivant un acte notarié en date du 17 août 2011, dont les statuts ont été publiés au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (le «Mémorial C») du 20 octobre 2011 (numéro 2541, page 121934).

Lesquelles parties comparantes, représentant l'intégralité du capital social, ont requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

Les associés décident d'augmenter le capital social de la Société par un montant de trente mille Dollars US (USD 30.000,-), de façon à l'accroître de son montant actuel de vingt mille Dollars US (USD 20.000,-) à cinquante mille Dollars US (USD 50.000,-), par l'émission de trente mille (30.000) nouvelles parts sociales (collectivement désignées comme les «Nouvelles Parts Sociales»), chacune ayant une valeur nominale d'un Dollar US (USD 1,-) et ayant les mêmes droits et obligations tels qu'indiqués dans les statuts de la Société tels que modifiés par les résolutions ci-dessous, payées par un apport en nature consistant en l'apport d'une créance détenue par chacun des associés, prénommés, pour un montant global de trente mille Dollars US (USD 30.000,-).

L'apport en nature de trente mille Dollars US (USD 30.000,-) pour ces Nouvelles Parts Sociales est intégralement alloué au capital social de la Société.

#### *Souscription*

- Monsieur Ricardo Telmo Munoz Ridau, prénommé, a déclaré souscrire à treize mille cinq cents (13.500) nouvelles parts sociales et les libérer pour un prix total de treize mille cinq cents Dollars US (USD 13.500,-) par un apport en nature consistant en l'apport d'une créance envers la Société représentant le même montant;

- Monsieur Carlos Adolfo Munoz Ridau, prénommé, a déclaré souscrire à treize mille cinq cents (13.500) nouvelles parts sociales et les libérer pour un prix total de treize mille cinq cents Dollars US (USD 13.500,-) par un apport en nature consistant en l'apport d'une créance envers la Société représentant le même montant;

- Madame Julia Beatriz Munoz Ridau, prénommée, a déclaré souscrire à trois mille (3.000) nouvelles parts sociales et les libérer pour un prix total de trois mille Dollars US (USD 3.000,-) par un apport en nature consistant en l'apport d'une créance envers la Société représentant le même montant.

Les apports en nature ci-dessus ont fait l'objet de confirmations de valeur émises par les gérants de la Société, qui certifie la valeur totale de l'apport en nature.

#### *Deuxième résolution*

Les associés décident de créer dix (10) catégories de parts sociales dénommées (i) parts sociales de catégorie A (les «Parts Sociales de Catégorie A»); (ii) parts sociales de catégorie B (les «Parts Sociales de Catégorie B»); (iii) parts sociales de catégorie C (les «Parts Sociales de Catégorie C»); (iv) parts sociales de catégorie D (les «Parts Sociales de Catégorie D»); (v) parts sociales de catégorie E (les «Parts Sociales de Catégorie E»); (vi) parts sociales de catégorie F (les «Parts Sociales de Catégorie F»); (vii) parts sociales de catégorie G (les «Parts Sociales de Catégorie G»); (viii) parts sociales de catégorie H (les «Parts Sociales de Catégorie H»); (ix) parts sociales de catégorie I (les «Parts Sociales de Catégorie I») et (x) parts sociales de catégorie J (les «Parts Sociales de Catégorie J»), toutes ces parts sociales étant collectivement référencées comme les «Parts Sociales».

#### *Troisième résolution*

Les associés décident de convertir les cinquante mille (50.000) parts sociales existantes en (i) cinq mille (5.000) Parts Sociales de Catégorie A, (ii) cinq mille (5.000) Parts Sociales de Catégorie B, (iii) cinq mille (5.000) Parts Sociales de Catégorie C, (iv) cinq mille (5.000) Parts Sociales de Catégorie D, (v) cinq mille (5.000) Parts Sociales de Catégorie E, (vi) cinq mille (5.000) Parts Sociales de Catégorie F, (vii) cinq mille (5.000) Parts Sociales de Catégorie G, (viii) cinq mille (5.000) Parts sociales de Catégorie H, (ix) cinq mille (5.000) Parts Sociales de Catégorie I et (x) cinq mille (5.000) Parts Sociales de Catégorie J.

En conséquence de ce qui précède, les actions seront détenues comme suit:

(i) Ricardo Telmo Munoz Ridau, prénommé, détient vingt-deux mille cinq cents (22.500) Parts Sociales, divisées en (i) deux mille deux cents cinquante cents (2.250) Parts Sociales de Catégorie A, (ii) deux mille deux cents cinquante cents (2.250) Parts Sociales de Catégorie B, (iii) deux mille deux cents cinquante cents (2.250) Parts Sociales de Catégorie C, (iv) deux mille deux cents cinquante cents (2.250) Parts Sociales de Catégorie D, (v) deux mille deux cents cinquante cents (2.250) Parts Sociales de Catégorie E, (vi) deux mille deux cents cinquante cents (2.250) Parts Sociales de Catégorie F, (vii) deux mille deux cents cinquante cents (2.250) Parts Sociales de Catégorie G, (viii) deux mille deux cents cinquante cents (2.250) Parts sociales de Catégorie H, (ix) deux mille deux cents cinquante cents (2.250) Parts Sociales de Catégorie I et (x) deux mille deux cents cinquante cents (2.250) Parts Sociales de Catégorie J;

(ii) Carlos Adolfo Munoz Ridau, prénommé, détient vingt-deux mille cinq cents (22.500) Parts Sociales, divisées en (i) deux mille deux cents cinquante cents (2.250) Parts Sociales de Catégorie A, (ii) deux mille deux cents cinquante cents (2.250) Parts Sociales de Catégorie B, (iii) deux mille deux cents cinquante cents (2.250) Parts Sociales de Catégorie C, (iv) deux mille deux cents cinquante cents (2.250) Parts Sociales de Catégorie D, (v) deux mille deux cents cinquante cents (2.250) Parts Sociales de Catégorie E, (vi) deux mille deux cents cinquante cents (2.250) Parts Sociales de Catégorie F, (vii) deux mille deux cents cinquante cents (2.250) Parts Sociales de Catégorie G, (viii) deux mille deux cents cinquante cents (2.250) Parts sociales de Catégorie H, (ix) deux mille deux cents cinquante cents (2.250) Parts Sociales de Catégorie I et (x) deux mille deux cents cinquante cents (2.250) Parts Sociales de Catégorie J; et

(iii) Julia Beatriz Munoz Ridau, prénommée, détient cinq mille (5.000) Parts Sociales, divisées en (i) cinq cents (500) Parts Sociales de Catégorie A, (ii) cinq cents (500) Parts Sociales de Catégorie B, (iii) cinq cents (500) Parts Sociales de Catégorie C, (iv) cinq cents (500) Parts Sociales de Catégorie D, (v) cinq cents (500) Parts Sociales de Catégorie E, (vi) cinq cents (500) Parts Sociales de Catégorie F, (vii) cinq cents (500) Parts Sociales de Catégorie G, (viii) cinq cents (500) Parts sociales de Catégorie H, (ix) cinq cents (500) Parts Sociales de Catégorie I et (x) cinq cents (500) Parts Sociales de Catégorie J.

#### *Quatrième résolution*

L'associé unique décide de modifier l'article 5 des statuts de la Société, qui doit désormais être lu comme suit:

« **5.1.** Le capital social de la Société est de cinquante mille Dollars US (USD 50.000.-), représenté par cinquante mille (50.000) parts sociales d'une valeur d'un Dollar US (USD 1.-) chacune, divisées en (i) cinq mille (5.000) parts sociales de catégorie A (les «Parts Sociales de Catégorie A»); (ii) cinq mille (5.000) parts sociales de catégorie B (les «Parts Sociales de Catégorie B»); (iii) cinq mille (5.000) parts sociales de catégorie C (les «Parts Sociales de Catégorie C»); (iv) cinq mille (5.000) parts sociales de catégorie D (les «Parts Sociales de Catégorie D»); (v) cinq mille (5.000) parts sociales de catégorie E (les «Parts Sociales de Catégorie E»); (vi) cinq mille (5.000) parts sociales de catégorie F (les «Parts Sociales de Catégorie F»); (vii) cinq mille (5.000) parts sociales de catégorie G (les «Parts Sociales de Catégorie G»); (viii) cinq mille (5.000) parts sociales de catégorie H (les «Parts Sociales de Catégorie H»); (ix) cinq mille (5.000) parts sociales de catégorie I (les «Parts Sociales de Catégorie I») et (x) cinq mille (5.000) parts sociales de catégorie J (les «Parts Sociales de Catégorie J») et collectivement référencées comme les «Parts Sociales») ayant les droits et obligations tel que prévus par les Statuts. Dans les présents Statuts, «Associés» signifie les détenteurs au moment opportun de Parts Sociales et «Associé» devra être interprété conformément.

**5.2.** La Société peut établir un compte de prime d'émission (le «Compte de Prime d'Emission») sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Les décisions visant à utiliser le Compte de Prime d'Emission doivent être prises par les Associé(s) conformément à la Loi de 1915 et aux présents Statuts.

**5.3.** La Société peut, sans restriction, accepter de l'équité ou d'autres contributions sans émettre de Parts Sociales ou d'autres titres en contrepartie de celles-ci et peut inscrire ces contributions sur un ou plusieurs comptes. Les décisions relatives à l'utilisation de l'un de ces comptes doivent être prises par les Associé(s) conformément à la Loi de 1915 et aux présents Statuts. Pour éviter tout doute une telle décision ne doit allouer aucune des contributions au contributeur.

**5.4.** Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit par une résolution des associés adoptée de la manière requise pour la modification des présents Statuts.

**5.5.** Le capital social de la Société pourra être réduit par l'annulation de Parts Sociales (à l'exception des Parts Sociales de Catégorie A) y compris par l'annulation de l'entièreté d'une ou de plusieurs Catégorie(s) de Parts Sociales, par le rachat et l'annulation de toutes les Parts Sociales émises de cette/ces classe(s). En cas de rachats et d'annulations de catégorie de Parts Sociales, de tels annulations et rachats de Parts Sociales seront faits dans l'ordre alphabétique inverse (commençant avec la catégorie J).

**5.6.** La Société pourra racheter ses propres Parts Sociales dans les conditions requises par la loi et dans l'ordre de priorité suivant: (i) aucune des Parts Sociales de Catégorie B ne pourra être rachetée si la Société dispose au moment du rachat de Parts Sociales de Catégorie C, (ii) aucune des Parts Sociales de Catégorie C ne pourra être rachetée si la Société dispose au moment du rachat de Parts Sociales de Catégorie D, (iii) aucune des Parts Sociales de Catégorie D ne pourra être rachetée si la Société dispose au moment du rachat de Parts Sociales de Catégorie E (iv) aucune des Parts Sociales de Catégorie E ne pourra être rachetée si la Société dispose au moment du rachat de Parts Sociales de Catégorie F, (v) aucune des Parts Sociales de Catégorie F ne pourra être rachetée si la Société dispose au moment du rachat de Parts Sociales de Catégorie G, (vi) aucune des Parts Sociales de Catégorie G ne pourra être rachetée si la Société dispose au moment du rachat de Parts Sociales de Catégorie H, (vii) aucune des Parts Sociales de Catégorie H ne pourra être rachetée si la Société dispose au moment du rachat de Parts Sociales de Catégorie I, (viii) aucune des Parts Sociales de Catégorie I ne pourra être rachetée si la Société dispose au moment du rachat de Parts Sociales de Catégorie J.

**5.7.** Dans le cas d'une réduction du capital social par le rachat et l'annulation d'une catégorie de Parts Sociales (dans l'ordre établi à l'article 6.3), une telle catégorie de Parts Sociales donne droit à son détenteur au pro rata de leurs détention dans cette catégorie, au Montant Disponible (dans la limite cependant du Montant Total d'Annulation tel que déterminé par l'assemblée générale des associés) et les détenteurs de parts sociales de la catégorie de Parts Sociales rachetée et annulée recevront de la Société un montant égal à la Valeur d'Annulation par Part Sociale (tel que définie ci-après) pour chaque Part Sociale de la Catégorie concernée détenue par eux et annulée.

**5.7.1** La Valeur d'Annulation par Part Sociale sera calculée en divisant le Montant Total d'Annulation par le nombre de Parts Sociales émises dans la catégorie de Parts Sociales devant être rachetée et annulée.

**5.7.2** Le Montant Total d'Annulation sera un montant déterminé par le conseil de gérance et approuvé par l'assemblée générale des associés sur la base de Comptes Intérimaires concernés. Le Montant Total d'Annulation pour chacune des Classes J, I, H, G, F, E, D, C et B sera le Montant Disponible de la catégorie concernée au moment de l'annulation de cette catégorie sauf autrement décidé par l'assemblée générale des associés selon la procédure prévue pour une modification des Statuts à condition toutefois que le Montant Total d'Annulation ne soit jamais supérieur au Montant Disponible.

**5.7.3** A compter du rachat et de l'annulation des parts sociales de la catégorie concernée, la Valeur d'Annulation par Part Sociale sera due et payable par la Société.»

#### *Cinquième résolution*

Les associés décident de modifier les articles 15, 16, d'insérer un nouvel article 17 des statuts de la Société (et de renuméroter l'article 17 en article 18), qui doivent désormais être lus comme suit:

### « Distribution des parts.

15.1 Du bénéfice net, déterminé en conformité avec la Loi Luxembourgeoise, cinq pour cent seront prélevés et alloués à la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de celle-ci aura atteint dix pour cent du capital nominal de la Société.

15.2 Dans le respect de la Loi luxembourgeoise et des présents Statuts, la Société peut distribuer des dividendes conformément aux droits respectifs des Associés.

15.3 Le Gérant unique ou le Conseil de Gérance, le cas échéant, peut décider de payer des dividendes intérimaires au (x) associé(s) avant la fin de l'exercice social sur la base d'une situation de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi ou selon les présents Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés seront remboursées par l'associé(s).

15.4 En cas de déclaration de dividende, un tel dividende devra être alloué et payé comme suit:

15.4.1 un montant équivalent à 0,25% de la valeur nominale de chaque part sociale sera distribué de manière égale à tous les associés au pro rata de leurs parts sociales, sans égard de catégorie, puis

15.4.2 le solde du Montant Disponible sera alloué dans son intégralité aux détenteurs de la dernière catégorie dans l'ordre alphabétique inversé (i.e en premier les Parts Sociales de Catégorie J, puis si aucune Part Sociale de Catégorie J existe, les Parts Sociales de Catégorie I, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de Parts Sociales de Catégorie B existantes).

### 16. Dissolution et Liquidation.

16.1 La dissolution de la Société sera décidée par l'assemblée des Associés en conformité avec la Loi Luxembourgeoise et l'Article 13. Si à tout moment il n'y a qu'un seul Associé, celui-ci peut à sa propre discrétion, décider de liquider la Société en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et dettes, connus ou inconnus, de la Société.

16.2 Après paiement de toutes les dettes et de toutes les charges de la Société et des dépenses de liquidation, les produits nets de la liquidation seront distribués aux associés en conformité et en vue de parvenir sur une base globale au même résultat économique que suite à l'application des règles de distribution existantes pour les distributions de dividendes tel que mentionné à l'article 15.4.

### 17. Définitions.

Montant Disponible signifie le montant total des profits nets de la Société (incluant les profits reportés) dans la mesure où l'associé aura le droit à une distribution de dividendes en accord avec l'article 15 des Statuts, augmenté par (i) toute réserve librement distribuable et (ii) le cas échéant par le montant de la réduction de capital et la réduction de réserve légale relative à la Catégorie de Parts Sociales devant être annulée mais réduit par (i) toute perte (incluant les pertes reportées) et (ii) toutes sommes qui devront être placées en réserve(s) suivant les exigences de la loi ou des Statuts déterminés sur base des Comptes Intérimaires afférents (sans pour éviter tout doute tout calcul en double) tel que:

$$MD = (PN + P + RC) - (P + RL)$$

Pour lequel:

MD = Montant Disponible

PN = Profits Nets (incluant les profits reportés)

P = toute prime d'émission librement distribuable et autres réserves librement distribuables

RC = montant de la réduction de capital social et de la réduction de la réserve légale en relation avec la Catégorie de Parts Sociales annulée

P = perte (incluant les pertes reportées)

RL = sommes qui devront être placées en réserve(s) suivant les exigences de la loi ou des Statuts

Comptes Intérimaires signifie les Comptes Intérimaires de la Société à la Date Comptable Intérimaire pertinente.

Date Comptable Intérimaire signifie la date pas plus tôt que huit (8) jours avant la date du rachat et de l'annulation de la Catégorie de Parts Sociales pertinente.»

### Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge, à raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille cinq cents euros.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jour, mois et an figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; sur demande des parties comparantes et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des parties comparantes, connue du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, la mandataire des parties comparantes a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: L. HARROCH, J.-J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 7 novembre 2011. Relation: EAC/2011/14784. Reçu soixante-quinze Euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2011164433/390.

(110191279) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

---

**Luxmani S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

R.C.S. Luxembourg B 69.697.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011164696/9.

(110190546) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

---

**Luxnel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9999 Weiswampach, 4, Op der Haart.

R.C.S. Luxembourg B 133.927.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011164697/10.

(110191232) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

---

**M.I.T., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3377 Leudelange, 22, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 145.627.

---

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011164699/9.

(110190952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

---

**M<sup>2</sup> Marketing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2352 Luxembourg, 4, rue J.P. Probst.

R.C.S. Luxembourg B 152.530.

---

*Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 28 novembre 2011*

L'associé unique transfère le siège de L-1341 Luxembourg, 9, Place de Clairefontaine, à L-2352 Luxembourg, 4, rue J.P. Probst.

Luxembourg, le 28 novembre 2011.

SARNIA S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2011164750/14.

(110190712) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

---

**Yoplait BrandCo Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 3.145.174,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 165.009.

—  
STATUTES

In the year two thousand and eleven on the tenth of November,  
Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg),

THERE APPEARED:

GENERAL MILLS SWISS FOUR GMBH, a company organized and existing under the laws of Switzerland, with registered address at CH-6300 Zug, Switzerland, Baarerstrasse 21, registered with the “Handelsregister des Kantons Zug” under file number CH-170.4.010.504-3;

here represented by Mr. Regis Galiotto, notary’s clerk, with professional address at 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on October 31, 2011.

The said proxy, signed *ne varietur* by the proxy holder of the person appearing and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a private limited liability company:

**Art. 1. Corporate form.** There is formed a private limited liability company (Société à responsabilité limitée), which shall be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the «Company»), and in particular by the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended (hereafter the «Law»), as well as by the present articles of association (hereafter the «Articles»), which set forth in Articles 6.1, 6.2, 6.5, 8 and 13 the specific rules applying to sole shareholder companies.

**Art. 2. Corporate purpose.** The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships.

The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds, without a public offer, which may be convertible and to the issuance of debentures.

In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Company may further carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transactions on real estate or on movable property.

**Art. 3. Duration.** The Company is formed for an unlimited period of time.

**Art. 4. Corporate name.** The name of this Company shall be: “YOPLAIT BRANDCO HOLDING S.À R.L.”

**Art. 5. Registered office.** The registered office of the Company is situated in Luxembourg.

It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or, in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

**Art. 6. Share capital - Shares.**

6.1 Subscribed share capital

The share capital amounts to three million one hundred forty five thousand one hundred seventy four (3,145,174) shares with a par value of one Euro (EUR 1.-) each, all fully subscribed and entirely paid up.

At the moment and as long as all the shares are held by only one shareholder, the Company is a sole shareholder company (“société unipersonnelle”) in the meaning of article 179 (2) of the Law.

6.2 Modification of share capital

The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by a decision of the general shareholders’ meeting, in accordance with article 8 of these Articles and within the limits provided for by article 199 of the Law.

6.3 Profit participation



Each share entitles its holder to a fraction of the Company's assets and profits in direct proportion to the number of shares in existence.

#### 6.4 Indivisibility of shares

Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint-owners shall appoint a sole person as their representative towards the Company.

#### 6.5 Transfer of shares

In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred in compliance with the requirements of article 189 and 190 of the Law.

#### 6.6 Registration of shares

All shares are in registered form, in the name of a specific person, and recorded in the shareholders' register in accordance with article 185 of the Law.

### **Art. 7. Management.**

#### 7.1 Appointment and removal

The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they shall constitute a board of managers, composed of manager(s) of category A and B.

Upon the appointment of any manager, other than a sole manager, that manager shall be designated by the shareholder (s) as a category A or category B manager.

If at a time when there is a sole manager, a further manager is appointed, the shareholder(s) shall, at such time, in addition to designating the new managers as category A or B managers, also designate the existing manager, to the extent not already categorised, as a category A or B.

The manager(s) need(s) not to be shareholder(s). The manager(s) is/are appointed and may be dismissed ad nutum by the shareholder(s) of the Company.

#### 7.2 Representation and signatory power

In dealing with third parties as well as in justice, the manager(s) shall have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's purpose and provided the terms of this article shall have been complied with.

The Company shall be validly committed towards third parties by the sole signature of its manager, and in case of plurality of managers, by the joint signature of a manager of category A and a manager of category B.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate all or part of his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine these agents' responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of their agency.

#### 7.3 Powers

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the sole manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may resolve to pay interim dividends under the following conditions:

- Interim accounts are established by the manager or the board of managers showing that sufficient retained profits are available for distribution. If desired, these interim accounts may be reviewed by an independent professional;
- The payment is made once the Company has obtained the assurance that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

#### 7.4 Procedures

The board of managers can discuss or act validly only if at least a majority of managers of category A and B is present or represented at the meeting of the board of managers.

In case of plurality of managers, resolutions shall be taken by a majority of the votes of the managers present or represented at such meeting, with necessarily a simple majority in each category of managers.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the board of managers' meetings. Such approval may be in a single or in several separate documents.

Any and all managers may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

#### 7.5 Liability of managers

The manager(s) assume(s), by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

**Art. 8. General shareholders' meeting.** The sole shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting. The decisions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn-up in writing. Each contract entered into between the sole shareholder and the Company represented by the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn-up in writing.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles, except in case of a change of nationality which requires a unanimous vote, may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three-quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

The holding of general shareholders' meetings is not mandatory where the number of shareholders does not exceed twenty-five (25). In such case, each shareholder shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

**Art. 9. Annual general shareholders' meeting.** Where the number of shareholders exceeds twenty-five, an annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with article 196 of the Law at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting.

**Art. 10. Audit.** Where the number of shareholders exceeds twenty-five, the operations of the company shall be supervised by one or more statutory auditors who need not to be shareholder, in accordance with Article 200 of the Law. If there is more than one statutory auditor, the statutory auditors shall act as a collegium and form the board of auditors.

**Art. 11. Fiscal year - Annual accounts.** The Company's accounting year starts on the first of June of each year and ends on the thirty first of May of the following year, with the exception of the first accounting year which begins on the date of incorporation of the Company and terminates on May 31, 2012.

Each year, the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory, including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, as well as the balance sheet and the profit and loss account in which the necessary depreciation charges must be made.

Each shareholder may inspect, at the Company's registered office, the above inventory, balance sheet and profit and loss accounts and, as the case may be, the report of the statutory auditor(s) set-up in accordance with article 200 of the Law.

**Art. 12. Distribution of profits.** The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five percent (5%) of the net profit of the Company shall be allocated to the legal reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

The balance of the net profit may be distributed to the shareholder(s) in proportion to his/their shareholding in the Company.

**Art. 13. Dissolution - Liquidation.** The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders.

Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision adopted by the general meeting of shareholders in accordance with the conditions laid down for amendments to the Articles. At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

**Art. 14. Reference to the law.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

#### *Subscription - Payment*

The Articles having thus been established, GENERAL MILLS SWISS FOUR GMBH, aforementioned, declared to subscribe the entire share capital represented by three million one hundred forty five thousand one hundred seventy four (3,145,174) shares of one Euro (EUR 1) each and an aggregate par value of three million one hundred forty five thousand one hundred seventy four Euros (EUR 3,145,174) and to have them fully paid up by a contribution in kind of eighteen thousand (18,000) shares of one euro (EUR 1.00) each in YOPLAIT BRANDCO HOLDING ONE B.V., a private company with limited liability organized and existing under the laws of the Netherlands, having its registered office at Amsterdam, the Netherlands, and its principal place of business at Strawinskylaan 3105 Atrium, 1077 ZX Amsterdam, The Netherlands and registered with the Chamber of Commerce for Amsterdam under file number 52836312, having a contribution value of three million one hundred forty five thousand one hundred seventy four Euros (EUR 3,145,174) (the "Contributed Asset").

It results from a declaration of value issued by the representative of GENERAL MILLS SWISS FOUR GMBH as of November 10, 2011 (the "Effective Date"), that:

- There exists no pre-emption right or any right on the Contributed Asset by virtue of which any person may be entitled to demand that the Contributed Asset be transferred to him. The Contributed Asset is not encumbered with any pledge or usufruct, there exists no right to acquire any pledge or usufruct on the Contributed Asset and the Contributed Asset is not subject of any attachment.

- The Contributed Asset is transferable.

- GENERAL MILLS SWISS FOUR GMBH is not aware of any significant matters which should be brought to attention in order to enable the assessment of the value of the Contributed Asset.

- For the purpose of the contribution to be made to the Company, the Contributed Asset has been valued at its fair market value as of the Effective Date.

- In this respect, GENERAL MILLS SWISS FOUR GMBH expressly states that to the best of the company's knowledge and belief, the total value of the Contributed Asset amounts to three million one hundred forty five thousand one hundred seventy four Euros (EUR 3,145,174) which GENERAL MILLS SWISS FOUR GMBH thereby certifies as being true and fair.

Evidence of the transfer of the Contributed Asset has been given in form of a copy of a contribution and transfer agreement to the undersigned Notary who expressly acknowledge it.

#### Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at three thousand two hundred Euros (3,200.-).

#### Resolution of the sole shareholder

1. The Company shall be managed by the following managers:

##### Category A managers:

- Ms. Lutgarde Françoise A. Denys, born on December 29, 1967 in Oostende, Belgium and residing professionally at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Mr. Martinus Cornelis Johannes Weijermans, born on August 26, 1970 in s-Gravenhage, The Netherlands and residing professionally at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

##### Category B managers:

- Mr. Patrick Leonardus Cornelis van Denzen, born on February 28, 1971 in Geleen, The Netherlands and residing professionally at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Mr. Robert van 't Hoeft, born on January 13, 1958 in Schiedam, The Netherlands and residing professionally at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The registered office of the Company shall be established at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

#### Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this deed.

The deed having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

#### Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le dix novembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg (Grand Duché de Luxembourg),

#### A COMPARU:

GENERAL MILLS SWISS FOUR GMBH, une société à responsabilité limitée soumise au droit Suisse ayant son siège social au 21 Baarerstrasse CH-6300 Zoug, Suisse, et inscrite auprès du "Handelsregister des Kantons Zug", sous le matricule CH-170.4.010.504-3;

ici représentée par M. Regis Galiotto, cleric de notaire, avec adresse professionnelle au 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 31 octobre 2011.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec les autorités d'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle:

**Art. 1<sup>er</sup>. Forme sociale.** Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après «la Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que

modifiée (ci-après «la Loi»), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après «les Statuts»), lesquels spécifient en leurs articles 6.1, 6.2, 6.5, 8 et 13, les règles particulières qui s'appliquent à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

**Art. 2. Objet social.** L'objet de la Société consiste en la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription, ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, ainsi que la possession, l'administration, la mise en valeur et la gestion de ces participations.

La Société pourra également détenir des participations dans des sociétés de personnes.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, et procéder à l'émission d'obligations, sans offre publique, qui pourront être convertibles, et à l'émission de titres d'emprunt.

D'une manière générale, elle pourra prêter assistance à toute société affiliée, prendre toutes mesures de contrôle et de supervision et exécuter toutes opérations qu'elle estimera utiles dans l'accomplissement et le développement de son objet.

La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière, ainsi que toute transaction sur des biens mobiliers ou immobiliers.

**Art. 3. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4. Dénomination.** La Société aura la dénomination «YOPLAIT BRANDCO HOLDING S.A R.L.».

**Art. 5. Siège social.** Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut-être transféré en tout autre endroit du Grand Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut-être transférée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

**Art. 6. Capital social - Parts sociales.**

6.1 Capital souscrit et libéré

Le capital social est fixé à trois millions cent quarante-cinq mille cent soixante-quatorze Euros (EUR 3.145.174) représenté par trois millions cent quarante-cinq mille cent soixante-quatorze (3.145.174) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1.-) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.

A partir du moment et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont détenues par un associé unique, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la Loi.

6.2 Modification du capital social

Le capital social souscrit peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés conformément à l'article 8 des présents Statuts et dans les limites prévues à l'article 199 de la Loi.

6.3 Participation aux profits

Chaque part sociale donne droit à son propriétaire à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.4 Indivisibilité des parts sociales

Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire est admis par part sociale. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.5 Transfert de parts sociales

Dans l'hypothèse d'un associé unique, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales ne sont transmissibles que sous réserve du respect des dispositions prévues aux articles 189 et 190 de la Loi.

6.6 Enregistrement des parts sociales

Toutes les parts sociales sont nominatives, au nom d'une personne déterminée et sont inscrites sur le registre des associés conformément à l'article 185 de la Loi.

**Art. 7. Gérance.**

7.1 Nomination et révocation

La Société est gérée par un gérant unique ou par plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance, composé de gérant(s) de catégories A et B.

Dès sa nomination, tout gérant autre que le gérant unique devra être désigné par l'associé unique ou les associés comme étant gérant de catégorie A ou B.

Si la Société ne compte qu'un seul gérant au moment où un second gérant est nommé, l'associé unique ou les associés, devra/ont en plus d'indiquer la catégorie à laquelle appartient ce nouveau gérant, indiquer celle du gérant existant.

Le(s) gérant(s) n'est/ne sont pas nécessairement associé(s). Ils sont nommés et susceptibles d'être révoqués ad nutum par le(s) associé(s) de la Société.

#### 7.2 Représentation et signature autorisée

Dans les rapports avec les tiers et avec la justice, le gérant unique, et en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance aura tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et sous réserve du respect des termes du présent article.

La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la seule signature du gérant unique et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe d'un gérant de catégorie A et d'un gérant de catégorie B.

Le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc. Le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance déterminera les responsabilités du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et toutes autres conditions pertinentes de ce mandat.

#### 7.3 Pouvoirs

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale des associés relèvent de la compétence du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants de la compétence du conseil de gérance.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance peut décider de payer un acompte sur dividendes sous les conditions suivantes:

- Le gérant ou le conseil de gérance doit établir des comptes intérimaires montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution. Chaque gérant peut demander que les comptes intérimaires soient revus par un auditeur indépendant.

- Le paiement est effectuée une fois que la Société a obtenu l'assurance que les droits des créanciers de la Société ne sont pas en menaces.

#### 7.4 Procédures

Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des gérants de catégorie A et des gérants de catégorie B est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions ne pourront être prises qu'à la majorité des voix exprimées par les gérants présents ou représentés à ladite réunion, avec obligatoirement une majorité simple dans chaque catégorie de gérants.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise lors d'une réunion du conseil de gérance. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents distincts.

Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil de gérance par "conference call" via téléphone ou vidéo ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que tous les gérants participant au conseil puissent se comprendre mutuellement. Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

#### 7.5 Responsabilité des gérants

Le(s) gérant(s) ne contracte(nt) en raison de sa/leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la Société.

**Art. 8. Assemblée générale des associés.** L'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés. Les décisions de l'associé unique sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit. Chaque contrat conclu entre l'associé unique et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit. Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède un droit de vote en rapport avec le nombre de parts qu'il détient. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts, sauf en cas de changement de nationalité de la Société pour lequel un vote à l'unanimité des associés est exigé, ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, quand le nombre des associés n'est pas supérieur à vingt-cinq (25). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

**Art. 9. Assemblée générale annuelle des associés.** Si le nombre d'associés est supérieur à vingt-cinq, une assemblée générale des associés doit être tenue, conformément à l'article 196 de la Loi, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg tel que précisé dans la convocation de l'assemblée.

**Art. 10. Vérification des comptes.** Si le nombre d'associés est supérieur à vingt-cinq, les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires aux comptes conformément à l'article 200 de la Loi, lequel ne requiert pas

qu'il(s) soi(en)t associé(s). S'il y a plus d'un commissaire, les commissaires aux comptes doivent agir collégalement et former le conseil des commissaires aux comptes.

**Art. 11. Exercice social - Comptes annuels.** L'année sociale de la Société commence le premier juin de chaque année et se termine le trente et un mai de l'année suivante, à l'exception toutefois de la première année qui débute à la date de la formation de la Société et se termine le 31 mai 2012.

A la fin de chaque exercice social, le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire (indiquant toutes les valeurs des actifs et des passifs de la Société) ainsi que le bilan, le compte de pertes et profits, lesquels apporteront les renseignements relatifs aux charges résultant des amortissements nécessaires.

Chaque associé pourra personnellement ou par le biais d'un agent nommé à cet effet, examiner, au siège social de la Société, l'inventaire susmentionné, le bilan, le compte de pertes et profits et le cas échéant le rapport du ou des commissaire(s) établi conformément à l'article 200 de la Loi.

**Art. 12. Distribution des profits.** Les bénéfices bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Il est prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net de la Société pour la constitution de la réserve légale jusqu'à ce que celle-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué à/aux associé(s) en proportion de sa/leur participation dans le capital de la Société.

**Art. 13. Dissolution - Liquidation.** La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Sauf dans le cas d'une dissolution par décision judiciaire, la dissolution de la Société ne peut se faire que sur décision adoptée par l'assemblée générale des associés dans les conditions exigées pour la modification des Statuts. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

**Art. 14. Référence à la loi.** Pour tous les points non expressément prévus par les présents Statuts, il est fait référence aux dispositions de la Loi.

#### *Souscription - Libération*

Les Statuts ayant été ainsi arrêtés, GENERAL MILLS SWISS FOUR GMBH précité, déclare souscrire l'entièreté du capital social de la Société représenté par trois millions cent quarante-cinq mille cent soixante-quatorze (3.145.174) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune et d'une valeur nominale totale de trois millions cent quarante-cinq mille cent soixante-quatorze Euros (EUR 3.145.174) et de les libérer intégralement par un apport en nature constitué de dix huit mille (18.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune de YOPLAIT BRANDCO HOLDING ONE B.V, une société à responsabilité limitée soumise au droit des Pays-Bas dont le siège social est à Amsterdam, Pays-Bas, et dont le principal établissement à Strawinskylaan 3105 Atrium, 1077 ZX Amsterdam, Pays-Bas, enregistrée à la Chambre de Commerce d'Amsterdam sous le matricule 52836312 d'une valeur d'apport de trois millions cent quarante-cinq mille cent soixante-quatorze Euros (EUR 3.145.174) (l'"Actif Apporté").

Il résulte d'une déclaration de valeur délivrée par le représentant de GENERAL MILLS SWISS FOUR GMBH au 10 novembre 2011 (la «Date d'Effet») que:

- il n'existe aucun droit de préemption ou d'autres droits sur l'Actif Apporté en vertu desquels une personne pourrait avoir le droit de se voir attribuer l'Actif Apporté. L'Actif Apporté n'est pas grevé de gage ou d'usufruit, il n'existe aucun droit à acquérir un tel gage ou usufruit sur l'Actif Apporté et l'Actif Apporté n'est pas sujet à saisie.

- l'Actif Apporté est transmissible.

- GENERAL MILLS SWISS FOUR GMBH n'a pas connaissance d'éléments particuliers qui devraient être communiqués afin de permettre l'évaluation de la valeur l'Actif Apporté.

- Dans le cadre de l'apport fait à la Société, l'Actif Apporté a été évalué à sa valeur de marché à la Date d'Effet.

- À cet égard, GENERAL MILLS SWISS FOUR GMBH déclare expressément qu'au meilleur de sa connaissance, la valeur de l'Actif Apporté s'élève à trois millions cent quarante-cinq mille cent soixante-quatorze Euros (EUR 3.145.174) valeur certifiée fidèle et conforme par GENERAL MILLS SWISS FOUR GMBH.

Preuve du transfert de l'Actif Apporté a été donnée au notaire instrumentant par la production d'une copie du contrat d'apport et de transfert qui le reconnaît expressément.

#### *Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont estimés à environ trois mille deux cents Euros (3.200.-EUR).

#### *Décisions de l'associé unique*

1. La Société est administrée par les gérants suivants:



*Gérants de catégorie A:*

- Madame Lutgarde Françoise A. Denys, née le 29 décembre 1967 à Oostende, Belgique, demeurant professionnellement au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg; Grand Duché de Luxembourg;
- Monsieur Martinus Cornelis Johannes Weijermans, né le 26 août 1970 à s-Gravenhage, Pays-Bas, demeurant professionnellement au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg; Grand Duché de Luxembourg.

*Gérants de catégorie B:*

- Monsieur Patrick Leonardus Cornelis van Denzen, né le 28 février 1971 à Geleen, Pays-Bas, demeurant professionnellement au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.
- Monsieur Robert van 't Hoeft, né le 13 janvier 1958 à Schiedam, Pays-Bas, demeurant professionnellement au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg; Grand Duché de Luxembourg.

2. Le siège social de la Société est établi au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

*Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, constate que la comparante a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête de cette comparante, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 novembre 2011. Relation: LAC/2011/51524. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

Référence de publication: 2011166459/409.

(110192370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2011.

---

**M&L Translation S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 9, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 130.626.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LIEFFRING Muriel

Gérante

Référence de publication: 2011164700/11.

(110190977) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

---

**Michael Sperber GmbH & Co.KG, Succursale d'une société de droit étranger.**

Adresse de la succursale: L-6637 Wasserbillig, 44, Esplanade de la Moselle.

R.C.S. Luxembourg B 137.611.

Alter Name:

Michael Sperber GmbH & Co. KG

Neuer Name:

Michael Sperber Technische Gebäudeausrüstung GmbH & Co. KG

Référence de publication: 2011164704/11.

(110190364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

---

**Michael Sperber Technische Gebäudeausrüstung GmbH & Co. KG, Succursale d'une société de droit étranger.**

Adresse de la succursale: L-6637 Wasserbillig, 44, Esplanade de la Moselle.

R.C.S. Luxembourg B 137.611.

---

Alter Gesellschaftszweck:

Heizung-, Lüftung- und Rohrleitung

Neuer Gesellschaftszweck:

Technische Gebäudeausrüstung

Référence de publication: 2011164705/11.

(110191073) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

---

**MosCo Luxembourg, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 144.921.

---

Les comptes annuels au 31 mai 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 novembre 2011.

Référence de publication: 2011164706/10.

(110191116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

---

**Malleza S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 114.295.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour *MALLEZA S.A.*

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2011164713/11.

(110191020) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

---

**Mainbeach S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38, avenue de la Faiencerie.

R.C.S. Luxembourg B 113.929.

---

EXTRAIT

Il résulte d'un transfert de siège que Madame Valérie WESQUY est domiciliées au 19, Boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

Référence de publication: 2011164710/12.

(110190995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

---

**Maisons Loginter s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7535 Mersch, 12, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 51.564.

---

Les documents de clôture de l'année 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Ajoût du rapport de gestion aux documents déposés sous le numéro: L110113626 en date du 15/7/2011

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch.

Pour MAISONS LOGINTER S.A R.L

Arend Consult S.à r.l.

Mersch

Signature

Référence de publication: 2011164711/15.

(110190756) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

**Manter S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-2168 Luxembourg, 136, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 156.944.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011164715/10.

(110190894) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

**Meteo & Geo Consulting Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5415 Canach, 4, rue Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 164.936.

STATUTS

L'an deux mille onze, le vingt-quatre octobre.

Par-devant Maître Frank MOLITOR, notaire de résidence à Dudelange.

Ont comparu:

1.- Jörg BAREIB, employé privé, né à Frankfurt am Main (Allemagne), le 1<sup>er</sup> août 1966, demeurant à L-5415 Canach, 4, rue Neuve;

2.- Jürgen SCHNORRENBARGER, employé privé, né à Bad Kreuznach (Allemagne), le 14 mai 1965, demeurant à D-55569 Nussbaum, Im Tal 36,

le second ici représenté par le premier en vertu d'une procuration sous seing privé ci-annexée.

Les comparants ont requis le notaire de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux.

**Art. 1<sup>er</sup>.** La société prend la dénomination de METEO & GEO CONSULTING SARL.

**Art. 2.** Le siège de la société est établi dans la commune de Lenningen.

**Art. 3.** La société a pour objet les services dans le domaine de la météorologie et d'autres domaines des géosciences, consultant, commerce.

La société peut accomplir toutes les opérations commerciales, industrielle, financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

**Art. 4.** La durée de la société est illimitée.

**Art. 5.** Le capital social est fixé à douze mille cinq cents (12.500,-) euros, représenté par cent (100) parts de cent vingt-cinq (125,-) euros chacune.

**Art. 6.** Les parts sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que conformément aux dispositions de l'article 189 du texte coordonné de la loi du 10 août 1915 et des lois modificatives.

**Art. 7.** La société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, choisis par les associés qui fixent la durée de leur mandat et leurs pouvoirs. Ils peuvent être à tout moment révoqués sans indication de motif.

**Art. 8.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

**Art. 9.** Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présentes, les parties s'en réfèrent aux dispositions légales.

*Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2012.

*Souscription et Libération*

Les parts ont été souscrites comme suit:

1.- Jörg BAREIß, employé privé, né à Frankfurt am Main (Allemagne), le 1 <sup>er</sup> août 1966, demeurant à L-5415 Canach, 4, rue Neuve, vingt-cinq parts . . . . .	25
2.- Jürgen SCHNORRENBERGER, employé privé, né à Bad Kreuznach (Allemagne), le 14 mai 1965, demeurant à D-55569 Nussbaum, Im Tal 36, soixante-quinze parts . . . . .	75
Cent parts . . . . .	<u>100</u>

Elles ont été intégralement libérées par des versements en espèces.

*Frais.*

Le montant des frais généralement quelconques incombant à la société en raison de sa constitution s'élève approximativement à huit cent cinquante (850.-) euros.

*Assemblée Générale Extraordinaire.*

Ensuite les associés, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et à l'unanimité des voix ont pris les résolutions suivantes:

- L'adresse de la société est fixée à L-5415 Canach, 4, rue Neuve.
- Le nombre des gérants est fixé à un (1).
- Est nommée gérant unique, pour une durée illimitée:

Jörg BAREIß, employé privé, né à Frankfurt am Main (Allemagne), le 1<sup>er</sup> août 1966, demeurant à L-5415 Canach, 4, rue Neuve.

La société est engagée par la signature du gérant unique.

Dont acte, fait et passé à Dudelange, en l'étude.

Et après information par le notaire aux comparants que la constitution de la présente société ne dispense pas, le cas échéant, la société de l'obligation de demander une autorisation de commerce afin de pouvoir se livrer à l'exercice des activités décrites plus haut sub "objet social" respectivement après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par nom, prénoms usuels, état et demeure, de tout ce qui précède, Ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Bareiß et Molitor.

Enregistré à ESCH-SUR-ALZETTE A.C., le 28 octobre 2011. Relation EAC/2011/14436. Reçu soixante-quinze euros (€ 75,-).

*Le Receveur (signé): Santioni.*

Pour EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce:

Dudelange, le 7 novembre 2011.

Frank MOLITOR.

Référence de publication: 2011164729/71.

(110190711) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

**Wyeth Whitehall Sà r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 149.180.

—  
RECTIFICATIF

L'an deux mil onze, le vingt-cinquième jour de novembre.

Pardevant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven.

A comparu:

Me Cécile Jager, avocat à la Cour, avec adresse professionnelle à Luxembourg,

Agissant au nom et pour le compte de Ayerst-Wyeth Pharmaceuticals LLC, une société régie par les lois de l'Etat du Delaware, Etats Unis d'Amérique, ayant son siège social au 2700 Centerville Road, Suite 400, Wilmington DE 19808, Etats-Unis d'Amérique, enregistrée auprès de l'Etat du Delaware sous le numéro 0938814.

Lequel, a exposé ce qui suit:

En date du 1<sup>er</sup> juin 2011, le notaire soussigné a reçu sous le numéro 38.531 de son répertoire, un acte d'assemblée générale extraordinaire de l'associé unique de la société à responsabilité limitée Wyeth Whitehall S. à r.l., ayant son siège au 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149180.

Ledit acte a été soumis aux formalités de l'enregistrement le 7 juin 2011 portant les références LAC(2011/26215 et déposé auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg le 15 juin 2011 portant les références L110092263.

Or le requérant déclare par les présentes avoir constaté une erreur matérielle de dactylographie dans la version anglaise et française concernant le montant de la prime d'émission exprimée en euros qui doit être lue en chiffre et en lettre comme suit 793.790.970 en lieu et place de 793.790.070.

Par la présente, le soussigné, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par Ayerst-Wyeth Pharmaceuticals LLC, prémentionnée en vertu d'une procuration donnée sous seing privé et enregistrée ensemble avec l'acte numéro 38531 du répertoire du notaire soussigné requiert la rectification de ladite erreur au premier point de l'agenda et à la première résolution en ce compris la souscription.

#### **Version anglaise erronée**

“ 1. Increase of the subscribed share capital of the company by an amount of FIFTY US Dollars (USD 50.-) to bring it from its present amount of NINE HUNDRED AND EIGHTY-TWO MILLION THREE HUNDRED AND EIGHTY THOUSAND US Dollars (USD 982,380,000.-) to an amount of NINE HUNDRED AND EIGHTY-TWO MILLION THREE HUNDRED AND EIGHTY THOUSAND AND FIFTY US Dollars (USD 982,380,050.-) by the creation and the issue of ONE (1.-) part having a par value of FIFTY US Dollars (USD 50.-), having the same rights and obligations as the existing parts, together with total issue premiums of SEVEN HUNDRED NINETY THREE MILLION SEVEN HUNDRED NINETY THOUSAND AND SEVENTY US Dollars (USD 793,790,070.-);”

#### *«First resolution*

The sole partner resolves to increase the subscribed share capital of the Company by an amount of FIFTY US Dollars (USD 50.-) to bring it from its present amount of NINE HUNDRED AND EIGHTY-TWO MILLION THREE HUNDRED AND EIGHTY THOUSAND US Dollars (USD 982,380,000.-) to an amount of NINE HUNDRED AND EIGHTYTWO MILLION THREE HUNDRED AND EIGHTY THOUSAND AND FIFTY US Dollars (USD 982,380,050.-) by the creation and the issue of ONE (1.-) part having a par value of FIFTY US Dollars (USD 50.-), having the same rights and obligations as the existing parts, together with total issue premiums of SEVEN HUNDRED NINETY THREE MILLION SEVEN HUNDRED NINETY THOUSAND AND SEVENTY US Dollars (USD 793,790,070.-). Subscription The sole associate, Ayerst-Wyeth Pharmaceuticals LLC, here represented by Me Cécile JAGER, prenamed, by virtue of a proxy given on May 31, 2011, as mentioned hereabove, has declared to subscribe for the sole (1) new part having a par value of FIFTY US Dollars (USD 50.-) each, and to pay it a total price of FIFTY US Dollars (USD 50.-) together with a total issue premium of SEVEN HUNDRED NINETY THREE MILLION SEVEN HUNDRED NINETY THOUSAND AND SEVENTY US Dollars (USD 793,790,070.-) through a contribution in cash of an amount of SEVEN HUNDRED NINETY THREE MILLION SEVEN HUNDRED NINETY ONE THOUSAND AND TWENTY US Dollars (USD 793,791,020.-).”

#### **Version anglaise rectifiée qui remplace la version erronée**

“ 1. Increase of the subscribed share capital of the company by an amount of FIFTY US Dollars (USD 50.-) to bring it from its present amount of NINE HUNDRED AND EIGHTY-TWO MILLION THREE HUNDRED AND EIGHTY THOUSAND US Dollars (USD 982,380,000.-) to an amount of NINE HUNDRED AND EIGHTY-TWO MILLION THREE HUNDRED AND EIGHTY THOUSAND AND FIFTY US Dollars (USD 982,380,050.-) by the creation and the issue of ONE (1.-) part having a par value of FIFTY US Dollars (USD 50.-), having the same rights and obligations as the existing parts, together with total issue premiums of SEVEN HUNDRED NINETY THREE MILLION SEVEN HUNDRED NINETY THOUSAND NINE HUNDRED AND SEVENTY US Dollars (USD 793,790,970.-);”

#### *“First resolution*

The sole partner resolves to increase the subscribed share capital of the Company by an amount of FIFTY US Dollars (USD 50.-) to bring it from its present amount of NINE HUNDRED AND EIGHTYTWO MILLION THREE HUNDRED AND EIGHTY THOUSAND US Dollars (USD 982,380,000.-) to an amount of NINE HUNDRED AND EIGHTYTWO MILLION THREE HUNDRED AND EIGHTY THOUSAND AND FIFTY US Dollars (USD 982,380,050.-) by the creation and the issue of ONE (1.-) part having a par value of FIFTY US Dollars (USD 50.-), having the same rights and obligations as the existing parts, together with total issue premiums of SEVEN HUNDRED NINETY THREE MILLION SEVEN HUNDRED NINETY THOUSAND NINE HUNDRED AND SEVENTY US Dollars (USD 793,790,970.-).

#### *Subscription*

The sole associate, Ayerst-Wyeth Pharmaceuticals LLC, here represented by Me Cécile JAGER, prenamed, by virtue of a proxy given on May 31, 2011, as mentioned hereabove, has declared to subscribe for the sole (1) new part having a par value of FIFTY US Dollars (USD 50.-) each, and to pay it a total price of FIFTY US Dollars (USD 50.-) together with a total issue premium of SEVEN HUNDRED NINETY THREE MILLION SEVEN HUNDRED NINETY THOUSAND NINE HUNDRED AND SEVENTY US Dollars (USD 793,790,970.-) through a contribution in cash of an amount of SEVEN HUNDRED NINETY THREE MILLION SEVEN HUNDRED NINETY ONE THOUSAND AND TWENTY US Dollars (USD 793,791,020.-).”

### Version française erronée

«-Augmentation du capital social de la société à concurrence de CINQUANTE dollars américains (USD 50) pour porter son montant actuel de NEUF CENT QUATRE-VINGT-DEUX MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT MILLE dollars américains (USD 982.380.000) à NEUF CENT QUATRE-VINGT-DEUX MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT MILLE CINQUANTE dollars américains (USD 982.380.050) par création et mission d'UNE (1) part sociale d'une valeur nominale de dollars américains (USD 50), ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes, à libérer à 100% de leur valeur nominale, assorties d'une prime d'émission d'un montant total de SEPT CENT QUATRE-VINGTTREIZE MILLIONS SEPT CENT QUATRE-VINGT-DIX MILLE SOIXANTE-DIX dollars américains (USD 793.790.070).»

#### «Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de CINQUANTE dollars américains (USD 50) pour porter son montant actuel de NEUF CENT QUATRE-VINGT-DEUX MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT MILLE dollars américains (USD 982.380.000) à NEUF CENT QUATRE-VINGT-DEUX MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT MILLE CINQUANTE dollars américains (USD 982.380.050) par création et mission d'UNE (1) part sociale d'une valeur nominale de dollars américains (USD 50), ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes, à libérer à 100% de leur valeur nominale, assorties d'une prime d'émission d'un montant total de SEPT CENT QUATRE-VINGT-TREIZE MILLIONS SEPT CENT QUATRE-VINGT-DIX MILLE SOIXANTE-DIX dollars américains (USD 793.790.070). Deuxième résolution L'Associé Unique, représenté par Maître Cécile Jager, précitée en vertu d'une procuration donnés sous seing privé le 31 mai 2011, comme dit ci-avant, déclare souscrire l'unique nouvelle part sociale d'une valeur nominale de CINQUANTE dollars américains (USD 50) et la libérer entièrement et procéder au paiement de la prime d'émission d'un montant total SEPT CENT QUATRE-VINGT-TREIZE MILLIONS SEPT CENT QUATRE-VINGT-DIX MILLE SOIXANTE-DIX dollars américains (USD 793.790.070) par apport en espèces d'un montant total de SEPT CENT QUATRE-VINGT-TREIZE MILLIONS SEPT CENT QUATRE-VINGT-ONZE MILLE VINGT dollars américains (USD 793.791.020). La part souscrite et la prime d'émission ont été entièrement payées en numéraire de sorte que la somme de SEPT CENT QUATRE-VINGT-TREIZE MILLIONS SEPT CENT QUATRE-VINGT-ONZE MILLE VINGT dollars américains (USD 793.791.020) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné par un certificat bancaire établi par Citi Bank. Troisième résolution. (...)

#### Version française rectifiée qui remplace la version erronée

«-Augmentation du capital social de la société à concurrence de CINQUANTE dollars américains (USD 50) pour porter son montant actuel de NEUF CENT QUATRE-VINGT-DEUX MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT MILLE dollars américains (USD 982.380.000) à NEUF CENT QUATRE-VINGT-DEUX MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT MILLE CINQUANTE dollars américains (USD 982.380.050) par création et émission d'UNE (1) part sociale d'une valeur nominale de dollars américains (USD 50), ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes, à libérer à 100% de leur valeur nominale, assorties d'une prime d'émission d'un montant total de SEPT CENT QUATRE-VINGTTREIZE MILLIONS SEPT CENT QUATRE-VINGT-DIX MILLE NEUF CENT SOIXANTE-DIX dollars américains (USD 793.790.970).»

#### «Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de CINQUANTE dollars américains (USD 50) pour porter son montant actuel de NEUF CENT QUATRE-VINGT-DEUX MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT MILLE dollars américains (USD 982.380.000) à NEUF CENT QUATRE-VINGT-DEUX MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT MILLE CINQUANTE dollars américains (USD 982.380.050) par création et mission d'UNE (1) part sociale d'une valeur nominale de dollars américains (USD 50), ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes, à libérer à 100% de leur valeur nominale, assorties d'une prime d'émission d'un montant total de SEPT CENT QUATRE-VINGT-TREIZE MILLIONS SEPT CENT QUATRE-VINGT-DIX MILLE NEUF CENT SOIXANTE-DIX dollars américains (USD 793.790.970).»

#### Souscription

L'Associé Unique, représenté par Maître Cécile Jager, précitée en vertu d'une procuration donnés sous seing privé le 31 mai 2011, comme dit ci-avant, déclare souscrire l'unique nouvelle part sociale d'une valeur nominale de CINQUANTE dollars américains (USD 50) et la libérer entièrement et procéder au paiement de la prime d'émission d'un montant total SEPT CENT QUATRE-VINGT-TREIZE MILLIONS SEPT CENT QUATRE-VINGT-DIX MILLE NEUF CENT SOIXANTE-DIX dollars américains (USD 793.790.970) par apport en espèces d'un montant total de SEPT CENT QUATRE-VINGT-TREIZE MILLIONS SEPT CENT QUATRE-VINGT-ONZE MILLE VINGT dollars américains (USD 793.791.020). La part souscrite et la prime d'émission ont été entièrement payées en numéraire de sorte que la somme de SEPT CENT QUATRE-VINGT-TREIZE MILLIONS SEPT CENT QUATRE-VINGT-ONZE MILLE VINGT dollars américains (USD 793.791.020) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné par un certificat bancaire établi par Citi Bank.



*Deuxième résolution (...)*

Le reste de l'acte demeurant inchangé.

Dont acte, fait et passé à Senningerberg.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, celui-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Cécile Jager, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 29 novembre 2011. LAC / 2011 / 52916. Reçu 75.

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

- Pour copie conforme Délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

Référence de publication: 2011165738/142.

(110191595) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2011.

---

**Mantera S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 55.647.

Le Bilan au 30.09.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011164716/10.

(110191273) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

---

**MB Lux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 86, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 107.181.

Le bilan au 31.12.2010 de la société MB LUX S.A. a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2011164719/12.

(110191193) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

---

**Proja Holding Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 149.306.

*Extrait des résolutions de l'associé unique de la société du 30 novembre 2011*

Il résulte des résolutions de l'associé unique de la Société les décisions suivantes (traduction libre):

*"Première résolution:*

L'Associé Unique accepte la démission de Frederik Christiaan Johannes KUIPER, demeurant professionnellement au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, de son mandat de gérant de classe B de la Société, avec effet au 1<sup>er</sup> Novembre 2011.

*Troisième résolution:*

L'Associé Unique décide de nommer Madame Sharon CALLAHAN, née le 19 octobre 1966 à New York, Etats-Unis d'Amérique, demeurant professionnellement au 20, rue de la Poste, L- 2346 Luxembourg, en tant que gérant de classe B de la Société pour une durée indéterminée, avec effet au 1<sup>er</sup> Novembre 2011."

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> Décembre 2011.  
Sharon Callahan  
Gérant

Référence de publication: 2011165565/22.

(110191711) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2011.

---

**MDG Lux Batiservices S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3917 Mondercange, 20A, rue de l'Eglise.  
R.C.S. Luxembourg B 87.284.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011164720/10.

(110190914) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

---

**Mecsa S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 146.292.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011164721/9.

(110190998) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

---

**Mecsa S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 146.292.

*Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 14 novembre 2011*

Est nommé administrateur unique, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2015:

- Monsieur Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Est nommé commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2015:

- AUDIEX S.A., société anonyme, 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg.  
Luxembourg, le 14 novembre 2011.

Référence de publication: 2011164722/16.

(110191000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

---

**Mediator S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 59, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg B 28.542.

Par la présente la société COMMUNITY LINK SA vous présente sa démission en qualité d'Administrateur de votre société, MEDIATOR SA et ce, avec effet immédiat.

Le 30 novembre 2011.  
COMMUNITY LINK SA

Référence de publication: 2011164723/11.

(110190456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

---

**Pecharmant S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.  
R.C.S. Luxembourg B 34.308.

—  
*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue au siège social à Luxembourg, le 22 novembre 2011*

Monsieur VEGAS-PIERONI Louis et Monsieur DONATI Régis sont renommés administrateurs.  
Monsieur DONATI Régis est nommé Président du Conseil d'administration.  
Monsieur DE BERNARDI Alexis est renommé commissaire aux comptes.  
Monsieur MARIANI Daniele ne se représente plus aux suffrages.  
Les nouveaux mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2014.

Pour extrait sincère et conforme  
PECHARMANT S.A.  
Robert REGGIORI  
*Administrateur*

Référence de publication: 2011166298/18.

(110192274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2011.

---

**Wood Trader Exchange S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 61, avenue de la Gare.  
R.C.S. Luxembourg B 153.411.

—  
*Extrait des résolutions adoptées en date du 25 novembre 2011, lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société Wood Trader Exchange Sarl*

L'Assemblée générale décide d'accepter, avec effet immédiat, la démission de Monsieur Nicolas Delattre, né le 26 octobre 1984 à Liège (Belgique), et, résidant professionnellement à L-1611 Luxembourg, au 61, Avenue de la Gare, Luxembourg, en tant que gérant administratif de la Société Wood Trader Exchange Sarl.

Dès lors, le conseil de gérance de la société se composera désormais de:

- Mr. Jean-Pierre Lemaître

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wood Trader Exchange Sarl  
Signature

Référence de publication: 2011165007/17.

(110190301) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

---

**Ikano Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 31, Z.A. Bourmicht.  
R.C.S. Luxembourg B 68.837.

—  
In the year two thousand eleven, on the ninth day of November.

Before us Maître Marc LECUIT, notary residing in Mersch, acting in replacement of Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg, to whom remains the present deed.

was held an extraordinary meeting of shareholders of IKANO FUNDS (the "Company"), a Société d'Investissement à Capital Variable with its registered office at Atrium Business Park, 31, ZA Bourmicht, L-8070 Bertrange, incorporated in Luxembourg on 12<sup>th</sup> March 1999 (the "Articles") by a deed of notary Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, as published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial"), of 16th April 1999. The articles of incorporation have been amended for the last time on May 31, 2006 pursuant to a deed of Me Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n° 1220 on June 22, 2006.

The meeting (the "Meeting") was opened at 11:00 a.m. with Mr. Aurélien DUNET, employee, with professional address in Luxembourg, in the chair, who appointed as secretary to the Meeting Ms. Sophie LEISSING, employee, with professional address in Luxembourg. The Meeting elected as scrutineer Mr. Jean-Yves CORNEAU, employee, with professional address in Bertrange.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state that:

(i) The shareholders present and represented and the number of shares held by each of them are shown on the attendance list signed by the shareholders, the proxies of the shareholders represented and by the members of the bureau. The said list and proxies initialled “ne variatur” by the members of the bureau will be annexed to this document, to be registered with this deed.

(ii) This Meeting has been convened by notices containing the agenda sent to each of the shareholders registered in the shareholders’ register on October 18, 2011.

(iii) It appears from the attendance list that out of 115,358,122.08 shares in issue, 113,106,554.38 (98.05%) are present or duly represented at this Meeting and that consequently the Meeting is regularly constituted and may validly decide on all items on the agenda.

(iv) The agenda of the Meeting is the following:

1. To amend article 3 of the articles of incorporation to replace the references to the law of 20 December 2002 by references to the law of 17 December 2010 so that it reads as follows:

“The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities of all types and all other permitted assets such as referred to in Article 41 (1) of the law of 17 December 2010 regarding undertakings for collective investment or any legislative replacements or amendments thereof (the “2010 Law”) with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the 2010 Law.”

2. To amend article 8 of the articles of incorporation to delete the definition of “U.S. Persons” from this article and point investors to the definition of this term given in the Company’s prospectus.

3. To amend article 16 of the articles of incorporation (i) to replace the references to the 2002 Law by a reference to the 2010 Law, to replace the references to Directive 85/611/EEC by a reference to Directive 2009/65/EC, to replace the references to Article 1, paragraph (2) first and second indents of Directive 85/611/EEC by a reference to Article 1, paragraph (2) a) and b) of Directive 2009/65/EC and to replace the reference to Article 1 of the 2002 Law by a reference to Article 41 (1) a) of the 2010 Law and (ii) to insert a paragraph (g) providing that one Sub-Fund of the Company can, under the conditions of the 2010 Law, invest into one or several other Sub-Funds of the Company and (iii) to renumber the following paragraphs accordingly.

4. To amend article 20 of the articles of incorporation to replace the reference to Article 113 of the 2002 Law by a reference to Article 154 of the 2010 Law.

5. To amend article 21 of the articles of incorporation to replace the reference to the 2002 Law by a reference to the 2010 Law.

6. To amend article 22 of the articles of incorporation to add a paragraph f) providing that the determination of the net asset value of Shares may be suspended in case of a merger of a Sub-Fund or of the Company and to add a paragraph g) providing that the determination of the net asset value of Shares of a Sub-Fund that is a feeder fund may be suspended in case of suspension of the determination of the net asset value of Shares of the master fund.

7. To amend article 28 of the articles of incorporation by (i) deleting the words “custodian for a period of six months after the close of closing down. After such time, the assets will be deposited with the” from the second paragraph,

(ii) replacing paragraphs 3 and 4 with two paragraphs with respect to the provisions applicable to Sub-Fund mergers and to a merger of the Company,

(iii) adding the sentence “If such a division however falls under the definition of a merger as provided for in the 2010 Law, the provisions hereabove with respect to Sub-Fund mergers shall apply” after the first sentence of paragraph 5 and (iv) by deleting the words “amalgamation, merger” from paragraph 6 and adding the words “which do not fall under the definition of a merger as provided for in the 2010 Law” after the words “or reorganisation”.

8. To amend article 30 to replace the reference to the 2002 Law by a reference to the 2010 Law

9. To decide that the restated articles of the Company be solely drafted in English and be not followed by a French translation.

10. That the effective date of the changes is 15 November 2011.

Then the general meeting, after deliberation, took unanimously the following resolutions:

*First resolution*

The Meeting RESOLVES TO amend article 3 of the articles of incorporation to replace the references to the law of 20 December 2002 by references to the law of 17 December 2010 so that it reads as follows:

“The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities of all types and all other permitted assets such as referred to in Article 41 (1) of the law of 17 December 2010 regarding undertakings for collective investment or any legislative replacements or amendments thereof (the “2010 Law”) with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the 2010 Law.”

*Second resolution*

The Meeting RESOLVES TO amend article 8 of the articles of incorporation to delete the definition of “U.S. Persons” from this article and point investors to the definition of this term given in the Company’s prospectus.

*Third resolution*

The Meeting RESOLVES TO amend article 16 of the articles of incorporation (i) to replace the references to the 2002 Law by a reference to the 2010 Law, to replace the references to Directive 85/611/EEC by a reference to Directive 2009/65/EC, to replace the references to Article 1, paragraph (2) first and second indents of Directive 85/611/EEC by a reference to Article 1, paragraph (2) a) and b) of Directive 2009/65/EC and to replace the reference to Article 1 of the 2002 Law by a reference to Article 41 (1) a) of the 2010 Law and (ii) to insert a paragraph (g) providing that one Sub-Fund of the Company can, under the conditions of the 2010 Law, invest into one or several other Sub-Funds of the Company and (iii) to renumber the following paragraphs accordingly.

*Fourth resolution*

The Meeting RESOLVES TO amend article 20 of the articles of incorporation to replace the reference to Article 113 of the 2002 Law by a reference to Article 154 of the 2010 Law.

*Fifth resolution*

The Meeting RESOLVES TO amend article 21 of the articles of incorporation to replace the reference to the 2002 Law by a reference to the 2010 Law.

*Sixth resolution*

The Meeting RESOLVES TO amend article 22 of the articles of incorporation to add a paragraph f) providing that the determination of the net asset value of Shares may be suspended in case of a merger of a Sub-Fund or of the Company and to add a paragraph g) providing that that the determination of the net asset value of Shares of a Sub-Fund that is a feeder fund may be suspended in case of suspension of the determination of the net asset value of Shares of the master fund.

*Seventh resolution*

The Meeting RESOLVES TO amend article 28 of the articles of incorporation by (i) deleting the words “custodian for a period of six months after the close of closing down. After such time, the assets will be deposited with the” from the second paragraph, (ii) replacing paragraphs 3 and 4 with two paragraphs with respect to the provisions applicable to Sub-Fund mergers and to a merger of the Company,

(iii) adding the sentence “If such a division however falls under the definition of a merger as provided for in the 2010 Law, the provisions hereabove with respect to Sub-Fund mergers shall apply” after the first sentence of paragraph 5 and (iv) by deleting the words “amalgamation, merger” from paragraph 6 and adding the words “which do not fall under the definition of a merger as provided for in the 2010 Law” after the words “or reorganisation”.

*Eighth resolution*

The Meeting RESOLVES TO amend article 30 to replace the reference to the 2002 Law by a reference to the 2010 Law.

*Ninth resolution*

The Meeting noted that the French translation of the Articles is not required anymore in accordance with Article 26 (2) of the 2002 Law, as amended by the 2010 Law and that therefore no French translation of the Articles will follow the English version. The Meeting RESOLVES TO restate articles of the Company solely drafted in English as follow:

**Art. 1.** There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares, a corporation in the form of a “société anonyme” qualifying as a “société d’investissement à capital variable” under the name of “IKANO FUNDS” (the “Company”).

**Art. 2.** The Company is established for an indefinite period. The Company may be dissolved at any moment by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation.

**Art. 3.** The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities of all types and all other permitted assets such as referred to in Article 41 (1) of the law of 17 December 2010 regarding undertakings for collective investment or any legislative replacements or amendments thereof (the “2010 Law”) with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the 2010 Law.

**Art. 4.** The registered office of the Company is established in Bertrange, in the Grand Duchy of Luxembourg and may be transferred to any place within the commune of Bertrange by resolution of the board of directors of the Company (the “Board of Directors”).

Subsidiaries, branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

**Art. 5.** The capital of the Company shall be represented by shares ("Share") of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company as defined in Article 23 hereof. The minimum capital of the Company shall not be less than one million two hundred and fifty thousand EUR (€ 1,250,000.-).

The Board of Directors of the Company is authorised without limitation to issue fully paid Shares at any time in accordance with Article 24 hereof at the net asset value ("Net Asset Value") or at the respective Net Asset Values per Share determined in accordance with Article 23 hereof without reserving to existing shareholders a preferential right to subscription of these Shares to be issued. The Board of Directors may delegate to any duly authorised director ("Director") or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting subscriptions for delivering and receiving payment for such new Shares.

Such Shares may, as the Board of Directors shall determine, relate to different portfolios ("Sub-Funds") and the proceeds of the issue of each Sub-Fund shall be invested pursuant to Article 3 hereof in transferable securities or other assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities, as the Board of Directors shall from time to time determine with respect to each Sub-Fund.

The Board of Directors may further decide to create within each Sub-Fund two or more classes ("Class") whose assets will be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-Fund concerned but with specific features as decided by the Board of Directors.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if, not expressed in EUR, be converted into EUR and the capital shall be the total Net assets of all the Sub-Funds.

**Art. 6.** The Directors may decide to issue Shares in bearer or registered form. With respect to bearer Shares, certificates will be issued in such denominations as the Board of Directors shall decide. If a bearer shareholder requests the exchange of his certificates for certificates in other denominations or the conversion into registered Shares, he may be charged the cost of such exchange. In the case of registered Shares, where a shareholder does not elect to obtain Share certificates, he will receive instead a confirmation of his shareholding. If a registered shareholder desires that more than one Share certificate be issued for his Shares, the cost of such additional certificates may be charged to such shareholder. Share certificates shall be signed by two Directors. Both such signatures may be either manual, or printed, or by facsimile. One such signature may also be by a person delegated to this effect by the Board of Directors. In such latter case, it shall be manual. The Company may issue temporary Share certificates in such form as the Board of Directors may from time to time determine.

Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and payment of the price as set forth in Article 24 hereof. The subscriber will, without undue delay, obtain delivery of definitive Share certificates.

Shares may also, if the Board of Directors so decides, be issued upon acceptance of the subscription against the contribution in kind of transferable securities and other assets compatible with the investment policy and the object of the Company, at the investors' costs subject to all applicable laws and notably to a special audit report confirming the value of any assets contributed in kind.

If payment made by a subscriber results in the issue of a registered Share fraction, such fraction shall be entered in the register of shareholders. Fractions shall be issued up to two decimal places. A fraction of a Share shall not be entitled to vote but shall, to the extent the Company shall determine, be entitled to a corresponding fraction of the dividend and the liquidation proceeds. In case of bearer Shares, only certificates evidencing full Shares will be issued.

Payments of dividends, if any, will be made to shareholders, with respect to registered Shares, at their addresses in the register of shareholders and, with respect to bearer Shares, upon presentation of the relevant dividend coupons to the agent or agents appointed by the Company for such purpose.

All issued Shares of the Company other than bearer Shares shall be inscribed in the register of shareholders, which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company and such register shall contain the name of each holder of inscribed Shares, his residence or elected domicile so far as notified to the Company, the number and Sub-Fund and to the extent applicable Class of Shares held by him and the amount paid in on each such Share. Every transfer of a Share other than a bearer Share shall be entered in the register of shareholders, and every such entry shall be signed by one or more officers of the Company or by one or more persons designated by the Board of Directors.

Transfer of bearer Shares shall be effected by delivery of the relevant bearer Share certificates. Transfer of registered Shares shall be effected (a) if Share certificates have been issued, by inscription of the transfer to be made by the Company upon delivering the certificate or certificates representing such Shares to the Company along with other instruments of



transfer satisfactory to the Company, and (b), if no Share certificates have been issued, by written declaration of transfer to be inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore.

Every registered shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will be entered in the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide such address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

**Art. 7.** If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his Share certificate has been mislaid or destroyed, then, at his request, a duplicate Share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as the Company may determine. At the issuance of the new Share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original Share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

The Company may, at its election, charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new Share certificate and all reasonable expenses undergone by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the old Share certificate.

**Art. 8.** The Board of Directors shall have power to impose such restrictions as it may think necessary for the purpose of ensuring that no Shares in the Company are acquired or held by (a) any person in breach of the law or requirement of any country or governmental authority or (b) any person in circumstances which in the opinion of the Board of Directors might result in the Company incurring any liability to taxation or suffering any other pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered.

More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of Shares in the Company by any person, firm or corporate body, and without limitation, by any «U.S. person», as defined in the Company's prospectus. For such purposes the Company may:

a) decline to issue any Share and decline to register any transfer of a Share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in beneficial ownership of such share by a person who is precluded from holding shares in the Company,

b) at any time require any person whose names entered in, or any person seeking to register the transfer of Shares on, the register of shareholders to furnish it with any information, supported by an affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not, to what extent and under which circumstances, beneficial ownership of such shareholder's Shares rests or will rest in a person, who is precluded from holding Shares in the Company, and

c) where it appears to the Company that any person who is precluded from holding Shares in the Company either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of Shares, compulsorily redeem from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

1) The Company shall serve a notice (hereinafter called the («redemption notice»)) upon the shareholder, bearing such Shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the Shares to be redeemed, specifying the Shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such Shares, and the place at which the purchase price with respect to such Shares is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the Share certificate or certificates representing the Shares specified in the purchase notice. Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be a shareholder and the shares previously held by him shall be cancelled

2) The price at which the Shares specified in any redemption notice shall be redeemed (herein called «the redemption price») shall be an amount equal to the per Share Net Asset Value of Shares in the Company of the relevant Sub-Fund and Class, determined in accordance with Article 23 hereof.

3) Payment of the redemption price will be made to the owner of such shares in EUR, except during periods of exchange restrictions, and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such owner upon surrender of the Share certificate or certificates representing the Shares specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the Shares specified in such purchase notice shall have any further interest in such Shares or any of them, or any claim against the Company or its assets with respect thereto, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank upon effective surrender of the Share certificate or certificates as aforesaid.

4) The exercise by the Company of the powers conferred by this article shall not be questioned or invalidated in any case on the grounds that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership

of any Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith; and

d) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Company at any meeting of shareholders of the Company.

**Art. 9.** Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all shareholders of the Company regardless of the Sub-Fund held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

**Art. 10.** The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the last business day of the month of May in each year at 9 a.m.

Other meetings of shareholders or Sub-Fund and Class meetings may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting. Sub-Fund and Class meetings may be held to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund or Class. Two or several Sub-Funds and Classes may be treated as one single Sub-Fund and Class if such Sub-Funds and Classes are affected in the same way by the proposals requiring the approval of shareholders of the relevant Sub-Funds and Classes.

**Art. 11.** The quorums and delays required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each Share of whatever Sub-Fund and regardless of the Net Asset Value per Share within a Sub-Fund, is entitled to one vote subject to the limitations imposed by these Articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable or telegram, telex or telecopier.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders or at a Sub-Fund or Class meeting duly convened will be passed by a simple majority of those present and voting.

A variation of the rights of the holder of Shares of any Sub-Fund and Class vis-à-vis those of another Sub-Fund or Class shall be decided by a Sub-Fund or Class meeting subject to a quorum of half of the Shares issued and outstanding of such Sub-Fund or Class and a majority of two thirds of the Shares present or represented at such meeting.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

**Art. 12.** Shareholders will meet upon call by the Board of Directors, pursuant to notice setting forth the agenda sent at least eight days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address in the register of shareholders.

If bearer Shares are issued notice shall, in addition, be published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg, in a Luxembourg newspaper, and in such other newspaper as the Board of Directors may decide.

**Art. 13.** The Company shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three members; members of the Board of Directors need not be shareholders of the Company.

The Directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may meet and may elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

**Art. 14.** The Board of Directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by any two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

If a chairman is appointed, he shall preside over all meetings of shareholders and the Board of Directors, but failing a chairman or in his absence the shareholders or the Board of Directors may appoint any Director as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least twenty-four (24) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable or telegram, telex or telefax of each Director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by cable or telegram, telex or telefax another Director as his proxy. Directors may also cast their vote in writing or by cable, telegram or telecopier. The meeting of the Board of Directors may also be made by conference call and video-conference.

The Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least two (2) Directors are present or represented at the meeting of the Board of Directors, or are participating in a video-conference or in a conference call. Decisions shall be taken by majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting, or participating in the video-conference or conference call. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman shall have a casting vote.

Resolutions of the Board of Directors may also be passed in the form of one or several declarations in writing, signed by all the Directors.

The Board of Directors may from time to time appoint the officers of the Company, including a general manager, and any assistant general managers or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board of Directors. Officers need not be Directors or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given to them by the Board of Directors.

The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons or corporate entities which need not be members of the Board. The Board may also delegate any of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the Board or not) as it thinks fit.

**Art. 15.** The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairman or the chairman pro tempore who presided over such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by the secretary, or by two Directors.

**Art. 16.** The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest. All powers not expressly reserved by law or by the present Articles to the general meeting of shareholders are in the competence of the Board of Directors.

The Board of Directors shall have the power to do all things on behalf of the Company which are not expressly reserved to the shareholders in general meeting by these Articles and shall, without limiting the generality of the foregoing, have the power, more specifically, to appoint a management company in accordance with the 2010 Law, and to determine the corporate and investment policy for the investments relating to each Sub-Fund and the portfolio relating thereto based on the principle of spreading of risks, subject to such investment restrictions as may be imposed by the 2010 Law and by regulations and as may be determined by the Board of Directors.

The Board of Directors has, in particular, power to determine the corporate policy. The course of conduct of the management and business affairs of the Company shall not effect such investments or activities as shall fall under such investment restrictions as may be imposed by the 2010 Law or be laid down in the laws and regulations of those countries where the Shares are offered for sale to the public or as shall be adopted from time to time by resolution of the Board of Directors and as shall be described in any prospectus relating to the offer of Shares.

In the determination and implementation of the investment policy the Board of Directors may cause the assets of the Company to be invested in transferable securities and money market instruments, units of undertakings for collective investment in transferable securities ("UCITS") authorised according to Directive 2009/65/EC and/or other undertakings for collective investment ("UCIs") within the meaning of Article 1, paragraph (2) a) and b) of Directive 2009/65/EC, deposits with credit institutions, financial derivative instruments and all other permitted assets such as referred to in Part I of the 2010 Law.

Such assets comprise but are not limited to:

(a) Transferable securities and money market instruments admitted to official listings on stock exchanges in Member States of the European Union (the "EU"),

(b) Transferable securities and money market instruments dealt in on other regulated markets in Member States of the EU, that are operating regularly, are recognised and are open to the public,

(c) Transferable securities and money market instruments admitted to official listings on stock exchanges in any country in Europe (other than those belonging to the EU) as well as Australasia (Australasia is defined as countries within the Asian continent and Australia including Japan and New Zealand), the American continent and Africa,

(d) Transferable securities and money market instruments dealt in on other regulated markets that are operating regularly, are recognised and open to the public of any European country (other than those belonging to the EU) as well as Australasia (Australasia is defined as countries within the Asian continent and Australia including Japan and New Zealand), the American continent and Africa,

(e) Recently issued transferable securities and money market instruments provided that the terms of the issue include an undertaking that application will be made for admission to the official listing on one of the stock exchanges as specified in a) and c) or regulated markets that are operating regularly, are recognised and open to the public as specified in b) and d) and that such admission is secured within a year of issue,

(f) Units of UCITS and/or other UCIs within the meaning of Article 1, paragraph (2) a) and b) of Directive 2009/65/EC, as amended, whether they are situated in a Member State or not, provided that:

- such other UCIs are authorized under laws which provide that they are subject to supervision considered by the Commission de Surveillance du Secteur Financier ("CSSF") to be equivalent to that laid down in Community law, and that cooperation between authorities is sufficiently ensured;
- the level of protection for unitholders in the other UCIs is equivalent to that provided for unitholders in a UCITS, and in particular that the rules on assets segregation, borrowing, lending, and uncovered sales of transferable securities and money market instruments are equivalent to the requirements of Directive 2009/65/EC, as amended;
- the business of the other UCIs is reported in half-yearly and annual reports to enable an assessment to be made of the assets and liabilities, income and operations over the reporting period;
- no more than 10 % of the UCITS' or the other UCIs' assets (or of the assets of any sub-fund thereof, provided that the principle of segregation of liabilities of the different compartments is ensured in relation to third parties), whose acquisition is contemplated, can, according to their constitutional documents, be invested in aggregate in units of other UCITS or other UCIs;

(g) under the conditions provided for in article 181 paragraph 8 of the 2010 Law, shares issued by one or several other Sub-Funds of the Company;

(h) deposits with credit institutions which are repayable on demand or have the right to be withdrawn, and maturing in no more than 12 months, provided that the credit institution has its registered office in an EU Member State or, if the registered office of the credit institution is situated in a non-Member State, provided that it is subject to prudential rules considered by the CSSF as equivalent to those laid down in Community law;

(i) financial derivative instruments, including equivalent cash-settled instruments, dealt in on a regulated market; and/ or financial derivative instruments dealt in over-the-counter («OTC derivatives»), provided that:

- the underlying consists of instruments described in subparagraphs (a) to (g) above, financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Company may invest according to its investment objectives;
- the counterparties to OTC derivative transactions are institutions subject to prudential supervision, and belonging to the categories approved by the CSSF, and;
- the OTC derivatives are subject to reliable and verifiable valuation on a daily basis and can be sold, liquidated or closed by an offsetting transaction at any time at their fair value at the Company's initiative;

(j) money market instruments other than those dealt in on a regulated market, which fall under Article 41 (1) a) of the 2010 Law, if the issuer or issuer of such instruments is itself regulated for the purpose of protecting investors and savings, and provided that they are:

- issued or guaranteed by a central, regional or local authority or central bank of an EU Member State, the European Central Bank, the EU or the European Investment Bank, a non-Member State or, in the case of a Federal State, by one of the members making up the federation, or by a public international body to which one or more Member States belong, or;
- issued by an undertaking any securities of which are dealt in on regulated markets referred to in sub-paragraphs (a), (b) or (c) above, or;
- issued or guaranteed by an establishment subject to prudential supervision, in accordance with criteria defined by Community law, or by an establishment which is subject to and complies with prudential rules considered by the CSSF to be at least as stringent as those laid down by Community law, or;
- issued by other bodies belonging to the categories approved by the CSSF provided that investments in such instruments are subject to investor protection equivalent to that laid down in the first, the second or the third indent and provided that the issuer is a company whose capital and reserves amount to at least EUR 10 million and which presents and publishes its annual accounts in accordance with Directive 78/660/EEC (1), is an entity which, within a group of companies which includes one or several listed companies, is dedicated to the financing of the group or is an entity which is dedicated to the financing of securitisation vehicles which benefit from a banking liquidity line.

The Company may invest up to a maximum of 20 per cent of the net assets of any Sub-Fund in equity and/or debt securities issued by the same body when the aim of the investment policy of the given Sub-Fund is to replicate the composition of a certain equity or debt securities index which is recognised by the CSSF, on the following basis:

- the composition of the index is sufficiently diversified,
- the index represents an adequate benchmark for the market to which it refers,
- it is published in an appropriate manner.

This limit is 35 per cent. where that proves to be justified by exceptional market conditions in particular in regulated markets where certain transferable securities or money market instruments are highly dominant. The investment up to this limit is only permitted for a single issuer.

The Company may invest up to a maximum of 35 per cent. of the net assets of any Sub-Fund in transferable securities or money market instruments issued or guaranteed by an EU Member State, its local authorities, by a non-Member State or by public international bodies to which one or more Member States belong.

The Company may invest up to 100 per cent. of the net assets of any Sub-Fund, in accordance with the principle of risk spreading, in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by an EU Member State, its local authorities, by another member State of the OECD or public international bodies of which one or more EU Member States are members, provided that (i) such securities are part of at least six different issues, and (ii) securities from any one issue do not account for more than 30 per cent. of the total net assets of such Sub-Fund.

Any reference in these Articles of Incorporation to “investments” and “assets” shall mean, as appropriate, either investments made and assets beneficially held directly or investments made and assets beneficially held indirectly through any subsidiary.

In order to reduce the operational and administrative charges of the Company while permitting a larger diversification of the investment, the Board of Directors may resolve that all or part of the assets of the Company shall be managed on a pooled basis with the assets of other Luxembourg collective investment undertakings or that all or part of the assets of any Sub-Fund shall be managed also on a pooled basis, as further described under “Pooling” in Article 23 herebelow.

**Art. 17.** No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company are interested in, or are Directors, associates, officers or employees of such other company or firm. Any Director, associate, officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any corporation or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such director or officer shall make known to the Board of Directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such director’s or officer’s interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

The term «personal interest», as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving “IKANO Holding S.A.” or any subsidiary thereof, or such other company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors at its discretion.

**Art. 18.** The Company may indemnify any Director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Company or, at his request, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or wilful misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

**Art. 19.** The Company will be bound by the joint signature of any two Directors, or the joint or single signature of an officer or officers to whom authority has been delegated by the Board of Directors, or the single signature of a Director to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

**Art. 20.** The Company shall appoint an authorised auditor who shall carry out the duties prescribed by Article 154 of the 2010 Law. The Company’s external auditor shall be elected by the general meeting of shareholders and shall hold office until his successor is elected.

**Art. 21.** As is more specifically prescribed hereinbelow, the Company has the power to redeem its own Shares at any time within the sole limitations set forth by the 2010 Law.

Any shareholder may at any time request the redemption of all or part of his Shares by the Company. The redemption price shall generally be paid not later than 5 business days in Luxembourg after the date on which the applicable Net Asset Value per Share was determined or after the date on which the Share certificates have been received by the Company, if later, and shall be equal to the Net Asset Value per Share for the relevant Sub-Fund and Class as determined in accordance with the provisions of Article 23 hereof, less such sum as the Directors may consider an appropriate provision for dealing expenses and fiscal charges. Any such request must be filed by such shareholder in written form at the registered office of the Company in Luxembourg or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for processing redemptions of Shares. The certificate or certificates for such Shares in proper form and accompanied by proper evidence of transfer or assignment must be received by the Company or its agent appointed for that purpose before the redemption price may be paid.

Shares of the capital stock of the Company redeemed by the Company shall be cancelled. At a shareholder’s request, the Company may, on redemption, elect to make an in specie distribution at the shareholder’s cost, having due regard to all applicable laws and regulations and to the interest of all shareholders. In the case of an in specie distribution the auditor of the Company shall deliver an audit report in accordance with applicable laws

Any shareholder may request conversion of whole or part of his Shares into Shares of another Sub-Fund and/or Class at the respective Net Asset Values of the Shares of the relevant Sub-Fund and Class, provided that the Board of Directors



may impose such restrictions as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversion subject to payment of such charge, as it shall determine.

The Board of Directors may decide from time to time that, in the event that total requests for redemption any Valuation Day (as hereinafter defined) for any one Sub-Fund exceed ten per cent (10%) of the total number of Shares outstanding on that Valuation Day, then redemptions on that Valuation Day will be complied with pro rata among the redeeming shareholders and declare that such redemptions in excess of 10 % of the total net assets of that Sub-Fund are deferred until the subsequent Valuation Day. Any redemption request so reduced or deferred shall be effected in priority to subsequent redemption requests.

In case of substantial redemption requests on any Valuation Day, the Company, having regard to the fair and equal treatment of shareholders, on receiving the redemption request may elect to sell assets representing, as nearly as practicable, the same proportion of the Company's assets as the Shares for which redemption applications have been received. If the Company exercises this option, then the amount due to the shareholders who have applied to have their Shares redeemed, will be based on the Net Asset Value per Share calculated after such sale or disposal. Payment will be made forthwith upon completion of the sales and the receipt by the Company of the proceeds of sale in freely convertible currency.

Any request for redemption shall be irrevocable except in the event of suspension of redemptions as aforesaid and in the event of suspension of redemption pursuant to Article 22 hereof. In the absence of revocation, redemption will occur, in the event of reduction, as aforesaid, and in the event of suspension under Article 22 hereof, as of the first valuation day after such reduction or after the end of the suspension.

**Art. 22.** For the purpose of determining the issue and redemption price per Share, the Net Asset Value of Shares in the Company shall be determined as to the Shares of each Sub-Fund and Class of Shares by the Company from time to time, but in no instance less than twice monthly, as the Board of Directors by regulation may direct (every such day or time for determination of Net Asset Value being referred to herein as a «Valuation Day»).

The Company may temporarily suspend calculation of the Net Asset Value per Share of a Sub-Fund and hence the issue, the redemption and the switching out of or into Shares of such Sub-Fund when:

- a) For any period during which a market or stock exchange which is the main market or stock exchange on which a substantial portion of the Company's investments is listed at a given time, is closed, except in the case of regular closing days, or for days during which trading is considerably restricted or suspended,
- b) when the political, economic, military, monetary or social situation, or Act of God beyond the Fund's responsibility or control, make it impossible to dispose of its assets through reasonable and normal channels, without seriously harming the interests of shareholders,
- c) during any breakdown in communications normally used to determine the value of any of the Company's investments or current prices on any market or stock exchange,
- d) whenever exchange or capital movement restrictions prevent the execution of transactions on behalf of the Company or in case purchase and sale transactions of the Company's assets are not realisable at normal exchange rates,
- e) if the Directors so decide, as soon as a meeting is called during which the liquidation of the Company shall be put forward,
- f) following a decision to merge a Sub-Fund or the Company, if justified with a view to protecting the interest of Shareholders; or
- g) in case a Sub-Fund is a feeder of another UCITS (or a sub-fund thereof), if the net asset value calculation of the Master UCITS (or the sub-fund thereof) is suspended.

A suspension with respect to any particular Sub-Fund will not automatically effect the calculation of the Net Asset Value of the Shares of the other Sub-Funds.

Any such suspension shall be publicised, if appropriate, by the Company and shall be notified to shareholders requesting redemption or conversion of their Shares by the Company at the time of the filing of the written request for such redemption as specified in Article 21 hereof.

**Art. 23.** The Net Asset Value of Shares of each Sub-Fund in the Company shall be expressed in the currency of the relevant Sub-Fund and exceptionally in such other currency as the Board of Directors shall be free to determine as a per share figure and shall be determined with respect to any Valuation Day by dividing the net assets of the Company corresponding to each Sub-Fund, being the value of the assets of the Company corresponding to such Sub-Fund less its liabilities attributable to such Sub-Fund, by the number of Shares of the relevant Sub-Fund then outstanding (adjusted for the number of Shares of each Class if relevant). If since the last valuation of the relevant date there has been a material change in the quotations on the markets on which a substantial portion of the investments of the Company attributable to a particular Sub-Fund are dealt or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation, provided that in such case all subscriptions, conversions and redemptions to be effected on the basis of the first valuation must be made on the basis of such second valuation.

The valuation of the Net Asset Value of the different Sub-Funds shall be made in the following manner.



A. The assets of the Company shall be deemed to include:

1. All cash at hand and on deposit, including interest due but not yet collected and interest accrued on these deposits up to the Valuation Day,
2. all bills and demand notes and accounts receivable (including the result of the sale of securities which proceeds have not yet been received),
3. all securities, units, shares, debt securities, option or subscription rights and other investments and transferable securities owned by the Company,
4. all dividends and distribution proceeds to be received by the Company in cash or securities insofar as the Company is aware of such,
5. all interest due but not yet received and all interest yielded up to the business date preceding the Valuation Day by securities owned by the Company, unless this interest is included in the principal amount of such securities,
6. the unamortised incorporation expenses of the Company,
7. all other assets of whatever nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

(a) The value of any cash at hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, dividends and interests declared or due but not yet collected will be deemed to be the full value thereof, unless it is unlikely that such values are received in full, in which case the value thereof will be determined by deducting such amount the Directors consider appropriate to reflect the true value thereof.

(b) The valuation of any security listed or traded on an official stock exchange or any other regulated market operating regularly, recognised and open to the public is based on the last quotation known in Luxembourg on the business date preceding the Valuation Day and, if this security is traded on several markets, on the basis of the last price known on the market considered to be the main market for trading this security. If the last known price is not representative, the valuation shall be based on the probable realisation value estimated by the Directors with prudence and in good faith.

Securities not listed or traded on a stock exchange or any other regulated market, operating regularly, recognised and open to the public shall be assessed on the basis of the probable realisation value estimated with prudence and in good faith. Securities expressed in a currency other than the currency of the Sub-Fund concerned shall be converted on the basis of the rate of exchange ruling on the relevant business day preceding the Valuation Day in Luxembourg.

In varying its policies with respect to each Sub-Fund, the Company may apply different rules of valuation if this appears to be appropriate in the light of the investments made, provided that one set of rules shall be applied to the valuation of all assets allocated to a specific Sub-Fund.

In the event of it being impossible or incorrect to carry out a valuation in accordance with the above rules owing to particular circumstances, the Company is entitled to use other generally recognised valuation principles, which can be examined by an auditor, in order to reach a proper valuation of the Company's total assets.

The net asset value per Share shall be rounded up or down to the two decimal places of the unit of the relevant currency.

B. The liabilities of the Company shall be deemed to include:

1. all borrowings, bills matured and accounts due;
2. all liabilities known, whether matured or not, including all matured contractual obligations that involve payments in cash or in kind (including the amount of dividends declared by the Company but not yet paid);
3. all reserves authorised or approved by the Directors. In particular those that have been built up to reflect a possible depreciation on some of the Company's assets;

4. all of the Company's other liabilities of whatever nature with the exception of those represented by shares in the Company. To assess the amount of these other liabilities, the Company shall take into account all expenditures to be borne by it including, without any limitation, as the case may be, the incorporation expenses and costs for subsequent amendments to the articles of incorporation, fees and expenses payable to the managers, custodian and correspondent agents, domiciliary agents, administrative agents, transfer agents, paying agents or other mandataries and employees of the Company, as well as the permanent representatives of the Company in countries where it is subject to registration, the costs for legal assistance and for the auditing of the Company's annual reports, the advertising costs, the cost of printing and publishing the documents prepared in order to promote the sale of shares, the costs of printing the annual and interim financial reports, the cost of convening and holding shareholders' and Directors' meetings, reasonable travelling expenses of Directors, Directors' fees, the costs of registration statements, all taxes and duties charged by governmental authorities and stock exchanges, the costs of publishing the issue and repurchase prices as well as any other running costs, including financial, banking and brokerage expenses incurred when buying or selling assets or otherwise and all other administrative costs. For the valuation of the amount of these liabilities, the Company shall take into account prorata temporis the expenses, administrative and other, that occur regularly or periodically;

5. The assets, liabilities, expenses and costs that cannot be allotted to one Sub-Fund will be charged to the different Sub-Funds in equal parts or, as far as it is justified by the amounts concerned, proportionally to their respective net assets;

C. The Directors shall establish a portfolio of assets for each Sub-Fund in the following manner:

a) the proceeds from the issue of Shares of each Sub-Fund shall be applied in the books of the Company to the portfolio of assets established for that Sub-Fund, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such portfolio subject to the provisions of this article;

b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same portfolio as the assets from which it was derived and on each re-valuation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant portfolio;

c) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular portfolio or to any action taken in connection with an asset of a particular portfolio, such liability shall be allocated to the relevant portfolio; The liabilities shall be segregated on a Sub-Fund by a Sub-Fund basis with third party creditors having recourse only to the assets of the Sub-Fund concerned

d) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular portfolio, such asset or liability shall be allocated to all the portfolios pro rata to the net asset values of the relevant Sub-Fund, provided that the Board of Directors may reallocate any asset or liability previously allocated by them if in their opinion circumstances so require; and the Board of Directors may in the books of the Company appropriate an asset or liability from one portfolio of assets to another if for any reason (including, but not limited to, a creditor proceeding against certain assets of the Company) an asset or a liability would but for such appropriation not have been borne wholly or partly in the manner determined by the Board of Directors under this article;

(e) upon the payment, or the occurrence of the record date, if determined, for payment, of dividends to the holders of any Sub-Fund, the Net Asset Value of such Sub-Fund, shall be reduced by the amount of such dividends;

(f) if there have been created, as provided in Article 5, within a Sub-Fund, Classes of Shares, the allocation rules set forth above shall be applicable mutatis mutandis to such Classes. This shall further be the case if within a Sub-Fund or Sub-Funds pools are created and further, in case assets of several Sub-Funds are pooled.

D. For the purposes of this Article:

a) Shares of the Company to be redeemed under Article 21 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the close of business on the Valuation Day referred to in this article, and from such time and until paid the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

b) all investments, cash balances and other assets of the Company expressed in currencies other than EUR, shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the asset value of Shares; and

c) effect shall be given on any Valuation Day to any redemptions or sales of securities contracted for by the Company on such Valuation Day, to the extent practicable;

d) Pooling

The management of the assets of a Sub-Fund (for this purpose a "Portfolio") may be done under the method of inter-Portfolio pooling:

For the purpose of effective management, where the investment policies of the Portfolios so permit, the Board of Directors may thus choose to co-manage assets of certain Portfolios

In such case, assets of different Portfolios - will be managed in common. The assets which are co-managed shall refer to as a "pool" notwithstanding the fact that such pools are used solely for internal management purposes. The pools do not constitute separate entities and are not directly accessible to investors. Each of the co-managed Portfolios shall be allocated its specific assets.

Where the assets of more than one Portfolio are pooled, the assets attributable to each participating Portfolios will initially be determined by reference to its initial allocation of assets to such a pool and will change in the event of additional allocations or withdrawals.

The entitlements of each participating Portfolio to the co-managed assets apply to each and every line of investments of such pool.

Additional investments made on behalf of the co-managed Portfolios shall be allotted to such Portfolios in accordance with their respective entitlements, whereas assets sold shall be levied similarly on the assets attributable to each participating Portfolio.

**Art. 24.** Whenever the Company shall offer Shares for subscription, the price per Share at which such Shares shall be offered and sold, shall be the Net Asset Value as hereinabove defined for the relevant Sub-Fund plus such commission as the sales documents may provide plus such sum as the Directors may consider an appropriate provision for dealing expenses and fiscal charges, such price to be rounded up as the Directors may decide from time to time. Any remuneration to agents active in the placing of the Shares shall be paid out of such commission. The price so determined shall be payable not later than 3 business days after the date on which the applicable net asset value was determined.

**Art. 25.** The Company shall enter into a custodian agreement with a Luxembourg bank which shall satisfy the requirements of the law regarding collective investment undertakings (the «Custodian»). All securities and cash of the Company are to be held by or to the order of the Custodian who shall assume towards the Company and its shareholders the responsibilities provided by law.

In the event of the Custodian desiring to retire the Board of Directors shall use their best endeavours to find a company to act as custodian and upon doing so, the Directors shall appoint such company to be custodian in place of the retiring Custodian. The Directors may terminate the appointment of the Custodian, but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed in accordance with this provision to act in the place thereof.

**Art. 26.** The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall terminate on the thirty-first of December of the same year. The accounts of the Company shall be expressed in EUR. When there shall be different Sub-Funds as provided for in Article 5 hereof, and if the accounts within such Sub-Funds are expressed in different currencies, such accounts shall be translated into EUR and added together for the purpose of the determination of the accounts of the Company.

**Art. 27.** The appropriation of the annual results and any other distributions shall be determined by the annual general meeting of shareholders upon proposal by the Board.

Dividends, if any, shall be paid in EUR or such other currency in which the Net Asset Value of the Shares of any Sub-Fund is expressed.

Interim dividends may be paid out upon decision of the Board of Directors. If the Board of Directors has decided, in accordance with the provisions of Article five hereof, to create within a Sub-Fund Classes where one Class entitles to dividends («Dividend Shares») and the other Sub-Fund does not entitle to dividends («Accumulation Shares»), dividends may only be declared and paid in accordance with the provisions of this article with respect to Dividend Shares and no dividends will be declared and paid with respect to Accumulation Shares.

No distribution may be made if after declaration of such distribution the Company's capital is less than the minimum capital imposed by law.

**Art. 28.** In the event of a dissolution of the Company, closing-down shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. The net proceeds of liquidation corresponding to each Sub-Fund shall be distributed by the liquidators to the holders of Shares of each Sub-Fund in proportion of their holding of Shares in such Sub-Fund.

The Board of Directors may decide to close down one Sub-Fund if the net assets of such Sub-Fund fall below the equivalent of EUR 5,000,000.- or if a change in the economic or political situation relating to the Sub-Fund concerned would justify such closing down or, if for other reasons the Directors believe it is required for the interests of the Shareholders. The decision of the closing down will be published (either in a newspaper in Luxembourg and in newspapers issued in countries where the Shares are sold (insofar as required by applicable regulations), or sent to the shareholders at their addresses indicated in the register of shareholders or communicated via other means as deemed appropriate by the Directors) prior to the effective date of the closing down and the publication will indicate the reasons for, and the procedures of, the closing down operations. Unless the Board of Directors otherwise decides in the interests of, or to keep equal treatment between, the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund concerned may continue to request redemption at a redemption price reflecting the anticipated realization and liquidation costs on closing down the relevant Sub-Fund, but with no redemption charge or to request the conversion of their Shares. Assets which could not be distributed to their beneficiaries upon the close of the closing down of the Sub-Fund concerned will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of their beneficiaries.

The Board of Directors shall have the power, in accordance with the provisions of the 2010 Law, to transfer the assets of a Sub-Fund into another Sub-Fund of the Company or to the assets of another UCITS (whether established in Luxembourg or another Member State and whether such UCITS is incorporated as a company or is a contractual type fund) or to the assets of a sub-fund of another such UCITS (the "new sub-fund") and re-qualify the Share(s) of the relevant Sub-Fund as shares of one or several new Sub-Fund(s) (following a split or a consolidation, if necessary, and the payment to Shareholders of the full amount of fractional shares). The Company shall send a notice to the Shareholders of the relevant Sub-Funds in accordance with the provisions of CSSF Regulation 10-5. Every Shareholder of the relevant Sub-Funds shall have the opportunity of requesting the redemption or the conversion of his own shares without any cost (other than the cost of disinvestment) during a period of at least 30 days before the effective date of the merger, it being understood that the effective date of the merger takes place five business days after the expiry of such notice period.

A merger having as effect that the Company as a whole will cease to exist must be decided by the shareholders of the Company before notary. No quorum is required and the decision shall be taken at a simple majority of the Shareholders present or represented and voting.

In the event that the Board of Directors determines that it is required for the interests of the shareholders of the relevant Sub-Fund or that a change in the economic or political situation relating to the Sub-Fund concerned has occurred which would justify it, the reorganisation of one Sub-Fund, by means of a division into two or more Sub-Funds, may be decided by the Board of Directors. If such a division however falls under the definition of a merger as provided for in the 2010 Law, the provisions hereabove with respect to Sub-Fund mergers shall apply. Such decision will be published in the same manner as described above and, in addition, the publication will contain information in relation to the two or more new Sub-Funds. Such publication will be made within one month before the date on which the reorganisation becomes

effective in order to enable the shareholders to request redemption of their Shares, free of charge before the operation involving division into two or more Sub-Funds becomes effective.

Any of the aforesaid decisions of closing down or reorganisation which do not fall under the definition of a merger as provided for in the 2010 Law may also be decided by a separate Sub-Fund meeting of the Shareholders of the Sub-Fund concerned where no quorum is required and the decision is taken at the single majority of the Shares voting at the meeting.

**Art. 29.** These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and majority the rights of the holders of Shares of any Sub-Fund vis-à-vis those of any other Sub-Fund shall be subject, further, to the said quorum and majority requirements with respect to each such relevant Sub-Fund.

**Art. 30.** All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and amendments thereto and the 2010 Law.

*Tenth resolution*

The Meeting RESOLVES TO fix the effect of these changes at 15 November 2011.

*Evaluation of costs*

The above named persons declare that the expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this deed, amount approximately to one thousand seven hundred euro (1,700.- EUR).

There being no further item on the agenda, the Chairman closed the meeting at 11:30 a.m .

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English with no need of further translation in accordance with Article 26(2) of the 2002 Law, as amended by the 2010 Law.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the Meeting, the members of the bureau of the Meeting, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, signed together with us, the notary, the present original deed, no shareholder expressing the wish to sign.

Signé: A. DUNET, S. LEISSING, J.-Y. CORDEAU, M. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 11 novembre 2011. Relation: LAC/2011/50129. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 novembre 2011.

Référence de publication: 2011159059/741.

(110184729) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2011.

**RMB MultiManager SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 99.640.

Les comptes annuels au 30 juin 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 novembre 2011.

RMB MULTIMANAGER SICAV-SIF

J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A.

Agent domiciliataire

Grigore Bobina

Référence de publication: 2011164735/15.

(110190621) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

**Mediator S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 59, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 28.542.

Par la présente la société PREMIER TAX SA vous présente sa démission en qualité de commissaire aux comptes de votre société, MEDIATOR SA et ce, avec effet immédiat.

Luxembourg, Le 30 novembre 2011.

PREMIER TAX SA

Référence de publication: 2011164724/11.

(110190946) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

---

**Mediator S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 28.542.

Par la présente la société PREMIER VOET sàrl dénonce le siège social de la société MEDIATOR S.A; situé au 59, Bd Grande Duchesse Charlotte L-1331 Luxembourg et ce, avec effet immédiat.

Luxembourg, 30 novembre 2011.

Premier Voet Sàrl

Marie-Thérèse Lambert

Gérante

Référence de publication: 2011164725/12.

(110191285) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

---

**Medicover Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 59.021.

*Rectificatif de l'avis de la société déposé le 12/05/2011 sous le numéro L110073439*

*Rectificatif de la dénomination sociale du réviseur d'entreprises agréé de la Société*

La dénomination sociale du réviseur d'entreprises agréé de la Société, dont le mandat a été renouvelé lors de l'assemblée générale de la Société tenue en date du 10 mai 2011 est "BDO Audit S.A.", ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 147.570 et non "BDO Compagnie Fiduciaire S.A." comme indiqué erronément.

Il s'agit ici d'une erreur matérielle.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

Référence de publication: 2011164726/16.

(110190957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

---

**Helium S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 123.978.

*Extrait de la résolution des actionnaires de la Société prise en date du 2 Novembre 2011*

Il a été décidé:

- D'accepter la démission de Monsieur Andrew Watson de son mandat de Gérant B, résidant 9, South Street, Londres W1K 2XA, Royaume Uni avec effet au 02 Novembre 2011.

- De nommer Monsieur Ross Grater, résidant 15-17, Grosvenor Gardens, Londres SW1W 0BD, Royaume Uni avec effet au 02 Novembre 2011 et pour un période indéterminé, en tant que Gérant B de la Société.

A partir du 2 Novembre 2011, les gérants de la Société sont:

- Madame Petronella J. S. Dunselman, gérant de catégorie A;
- Madame Zamyra H. Cammans, gérant de catégorie A;
- Monsieur Ross Grater, gérant de catégorie B;
- Monsieur Jean Lemaire, gérant de catégorie B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 Novembre 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011166520/20.

(110192496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2011.

---

**RMB Managed Funds SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.  
R.C.S. Luxembourg B 69.469.

Les comptes annuels au 30 juin 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 Novembre 2011.  
RMB MULTIMANAGER SICAV-SIF  
J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A.  
*Agent domiciliataire*  
Grigore Bobina

Référence de publication: 2011164736/15.

(110190623) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

**Menelaus S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 38.943.

Les comptes annuels au 31 mai 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011164727/10.

(110190530) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

**Metropol International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Par lettre recommandée adressée le 16 novembre 2011 à la société METROPOL INTERNATIONAL S.à r.l., société à responsabilité limitée avec siège social à L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau, la société FIDUCENTER S.A. a mis fin de plein droit au contrat de domiciliation avec ladite société METROPOL INTERNATIONAL S.à r.l. avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCENTER S.A.  
*Le domiciliataire*

Référence de publication: 2011164730/11.

(110190437) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

**Monderer Design S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 217, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 125.405.

*Extrait du procès verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires tenue au siège social le 22 novembre 2011 à 16h00.*

*Délibérations*

Après analyse et délibérations:

1. L'Assemblée prend acte et accepte, à l'unanimité, de transférer le siège social de la société au 217 route d'Esch L-1471 Luxembourg.

Il est rappelé que le Conseil d'Administration de la société est composé des personnes suivantes:

Monsieur Richard SEGAL  
Monsieur Denis MINGARELLI  
Monsieur Serge ATLAN

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme  
*Un mandataire*

Référence de publication: 2011164737/19.

(110191184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.



**Michele Muzi Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 86, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 91.945.

Le bilan au 31.12.2010 de la société MICHELE MUZI S.à r.l. a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2011164731/13.

(110191175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

---

**Mobility Media Agency S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois.

R.C.S. Luxembourg B 130.734.

Les comptes annuels clos au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011164733/10.

(110190506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

---

**Moise S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 44.203.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

D. FONTAINE

Administrateur

Référence de publication: 2011164734/11.

(110190562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

---

**Rogo S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 134.445.

*Extrait des décisions prises lors de l'assemblée générale des actionnaires en date du 1<sup>er</sup> décembre 2011*

1. Mme Nancy BLEUMER a démissionné de son mandat d'administrateur.

2. Monsieur Hugo FROMENT, administrateur de sociétés, né à Laxou (France), le 22 février 1974, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2013.

Veillez prendre note que le commissaire, la société à responsabilité limitée FIDUCIAIRE PATRICK SGANZERLA, se situe désormais à L-1330 Luxembourg, 46, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Luxembourg, le 2 décembre 2011.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour Rogo S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2011166331/18.

(110192267) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2011.

---

**Nagatino Property S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 172.400,00.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.  
R.C.S. Luxembourg B 138.438.

Die Bilanz für das Geschäftsjahr endend zum 31. Dezember 2010 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 25. November 2011.

*Für die Gesellschaft*

Unterschrift

*Ein Bevollmächtigter*

Référence de publication: 2011164753/14.

(110190509) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

---

**Montrachet S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 109.519.

Le Bilan au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011164738/10.

(110191272) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

---

**MOOR PARK MB 18 Kiel-Umspannwerk S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.  
R.C.S. Luxembourg B 125.362.

Les comptes annuels au 30 septembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011164739/9.

(110190689) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

---

**Morningstar Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 152.127.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011164741/9.

(110190110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

---

**Motech S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4041 Esch-sur-Alzette, 21, rue du Brill.  
R.C.S. Luxembourg B 113.449.

*Extrait du Procès-Verbal des délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés tenue au siège social en date du 18 novembre 2011*

L'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés a constaté la démission de Monsieur Marcel Damasio dans sa fonction de Gérant avec effet au 18 novembre 2011 et décide de ne plus pourvoir à son remplacement.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2011164742/12.

(110190624) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

---

**Observe HoldCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.  
R.C.S. Luxembourg B 134.846.

—  
*Extrait des décisions des associés prises en date du 8 novembre 2011*

Le siège social a été transféré de 43, avenue J.F. Kennedy L-1855 Luxembourg, à 26-28, rue Edward Steichen; L-2540, Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Observe HoldCo S.à r.l.  
Un mandataire*

Référence de publication: 2011164767/14.

(110191102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

---

**Mourylux, Société Anonyme.**

Siège social: L-9999 Weiswampach, 4, Op der Haart.  
R.C.S. Luxembourg B 44.295.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011164743/10.

(110190643) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

---

**Bauvalto S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.  
R.C.S. Luxembourg B 138.727.

—  
EXTRAIT

L'assemblée générale du 2 décembre 2011 a renouvelé le mandat de l'administrateur unique,  
- Monsieur Pierre BAUER, Administrateur, 9, Impasse du Pra-d'Amont, CH-1782 Lossy, Suisse.  
Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2011.  
L'assemblée générale du 2 décembre 2011 a renouvelé le mandat du Commissaire aux comptes.  
- AUDIT.LU, réviseur d'entreprises, 42, rue des Cerises, L-6113 Junglinster, R.C.S. Luxembourg B 113.620  
Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2011.

Luxembourg, le 2 décembre 2011.

*Pour BAUVALTO S.A.  
Société anonyme*

Référence de publication: 2011165937/17.

(110192979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2011.

---

**Multi Snack S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5698 Welfrange, 19, rue de Remich.  
R.C.S. Luxembourg B 89.567.

—  
Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE ROLAND KOHN  
259 ROUTE D'ESCH  
L-1471 LUXEMBOURG  
Signature

Référence de publication: 2011164744/13.

(110190825) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

---

**Muric et Fils S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4930 Bascharage, 158, boulevard J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 144.754.

Les comptes annuels clos au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011164746/10.

(110190507) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.**MYJG S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1941 Luxembourg, 171, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 108.738.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 01/12/2011.

Signature.

Référence de publication: 2011164747/10.

(110191186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.**MYJG S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1941 Luxembourg, 171, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 108.738.

Le Bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 01/12/2011.

Signature.

Référence de publication: 2011164748/10.

(110191187) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.**Net Engineering Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8522 Beckerich, 6, rue Jos Seyler.

R.C.S. Luxembourg B 148.218.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MORMONT Pol

Gérant

Référence de publication: 2011164761/11.

(110190909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2011.**Vendax S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5326 Contern, 5, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 104.353.

Les comptes annuels au 31-12-2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Vincent NIZET

Le gérant

Référence de publication: 2011167252/11.

(110193753) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.